

## Bouleversements et reconfiguration régionale en Asie Centrale (1991-2004)

Thierry Kellner

### Remarques préliminaires

L'insertion dans le monde et la distanciation des républiques entre elles

#### 1. Une ouverture tous azimuts au monde

Alors qu'en 1991, aucune des futures républiques d'Asie centrale n'avait réellement cherché à acquérir son indépendance -la rupture avec la "métropole" a été le fait de l'effondrement politique du centre-, on doit constater que treize ans plus tard,

ces dernières ont non seulement consolidé leur structure étatique et leur souveraineté mais ont en outre complètement intégré le jeu des relations internationales. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la diversité des organisations et des forums régionaux dont elles sont aujourd'hui membres et qui reflète les identités multiples (ex-soviétique, asiatique, européenne, islamique) dont elles se sont prévaluées et qu'elles ont activées pour élargir au maximum leur horizon diplomatique.

### Les Républiques d'Asie centrale et les organisations internationales<sup>23</sup>

	ONU	OMC	OSCE	CEI	OCE	OCI	PP OTAN EAPC	OCS	CICA	CACO	CEE
Kazakhstan	1992	-	1992	X	1992	1995	27.05.94	1996	X	X	X
République kirghize	1992	1998	1992	X	1992	1992	01.06.94	1996	X	X	X
Ouzbékistan	1992	-	1992	X	1992	1995	13.07.94	2001	X	X	-
Tadjikistan	1992	-	1992	X	1992	1992	20.02.02	1996	X	X	X
Turkménistan	1992	-	1992	X	1992	1992	10.05.94	-	-	-	-

23 OSCE = Organisation sur la Sécurité et la coopération en Europe (Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Monaco, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Saint-Marin, le Saint-Siège, Serbie et Monténégro, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, Turquie, Turkménistan, Ukraine)

CEI = La Communauté des États Indépendants (CEI) comprenait à l'origine 11 membres : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la République kirghize, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan s'étant associés aux trois États slaves (Ukraine, Belarus, Russie) le 21 décembre 1991. La Géorgie n'a rejoint le CEI qu'en 1993. En matière de sécurité, on notera que tout comme l'Azerbaïdjan et la Géorgie, l'Ouzbékistan s'est retiré (février 1999), du système de sécurité collective de la CEI, le traité de Tachkent conclu en mai 1992. Le Turkménistan n'a pour sa part pas adhéré à ce dernier traité.

OCE = Organisation de coopération économique ECO Economic Cooperation Organisation (avec l'Iran, le Pakistan, la Turquie, l'Afghanistan et l'Azerbaïdjan).

OCI = Organisation de la Conférence islamique (L'Afghanistan, l'Albanie, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, Brunei, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, les Comores, Djibouti, l'Égypte,

## 2. Distanciation intra-centre-asiatique:

la différenciation des politiques économiques et des politiques étrangères et le faible niveau de coopération des Républiques entre elles

La distanciation opérée par les Républiques centre-asiatiques entre elles a commencé très tôt après l'indépendance par l'adoption de modèles économiques différenciés, non-coordonnés, allant de la "thérapie de choc" à l'absence quasi-complète de réformes dans le cas du Turkménistan. Elle s'est poursuivie par l'adoption de politiques étrangères très diverses. Si les Républiques centre-asiatiques se sont ouvertes au monde, il faut bien constater qu'entre elles, c'est au

contraire une logique de distanciation qui a le plus souvent prévalu, illustrant ainsi l'adage selon lequel en relations internationales, "la proximité éloigne et le lointain rapproche". Nous trouvons confronté dans leur cas à un paradoxe puisque ces républiques, partageant une même expérience historique, ont eu davantage de difficultés à établir un dialogue entre elles<sup>24</sup> qu'avec le reste du monde. Cette distanciation a été poussée jusqu'à la caricature par le Turkménistan qui, considérant sans doute avec Palmerston que "le voisinage est déjà un préjudice", a choisi de s'isoler de ses voisins centrasiatiques, au point de devenir une sorte "Royaume ermite"

les Emirats Arabes Unis, le Gabon, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, Guyana, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Kazakhstan le Koweït, la République kirghize, le Liban, la Libye, la Malaisie, les Maldives, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, la Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, Oman, l'Ouzbékistan, le Pakistan, la "Palestine", le Qatar, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Surinam, la Syrie, le Tadjikistan, la Tunisie, le Turkménistan, la Turquie, le Yémen) Le Nigéria s'est retiré de l'Organisation en 1991. L'OCI n'a pas reconnu cette décision.

PfP OTAN = Partenariat pour la Paix de l'Otan, mis en place au sommet de Bruxelles en janvier 1994. EAPC = The Euro-Atlantic Partnership Council mis en place en 1997 pour succéder au Conseil de coopération de l'Atlantique Nord. Ses activités sont complémentaires avec celles du PfP de l'Otan. Il offre des possibilités de négociations politiques entre l'Otan et les États participant au programme de Partenariat pour la Paix (Albanie; Arménie; Autriche; Azerbaïdjan; Belarus; Bulgarie; Croatie; Estonie; Finlande; Géorgie; Hongrie (membre de l'Otan depuis 1999); Irlande; Kazakhstan; Lettonie; Lituanie; Moldova; Ouzbékistan; Pologne (membre de l'Otan depuis 1999); République kirghize; République tchèque (membre de l'Otan depuis 1999); Roumanie; Fédération de Russie; Slovaquie; Slovénie; Suède; Suisse; Tadjikistan; l'ancienne République yougoslave de Macédoine; Turkménistan; Ukraine.)

OCS = Organisation de coopération de Shanghai (avec la Russie et la Chine)

CICA = Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia. (Afghanistan, Azerbaïdjan, Chine, Egypte, Inde, Israël, Iran, République Kirghize, Mongolie, Pakistan, Autorité palestinienne, Russie, Tadjikistan, Turquie, Kazakhstan et Ouzbékistan. Statut d'observateurs : Indonésie, Japon, Corée du sud, Ukraine et États-Unis). La CICA est un forum régional. Elle a tenu son premier sommet à Almaty en juin 2002 et devrait dans l'avenir se doter d'un secrétariat pour préparer ses réunions quadriennales.

CACO = Organisation de la coopération centre-asiatique ("Central Asian Cooperation Organisation", ex "Central Asian Economic Community")

CEE = Communauté économique eurasiennne (avec la Russie et le Belarus)

24 Pour prendre un exemple récent dans l'actualité, il suffit de constater les problèmes frontaliers persistants entre la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Voir KAMBIZ, Arman, "Border issues ruffle relations among Central Asian States", *Eurasia Insight*, February 25, 2004. On peut également évoquer l'absence de coordination en matière de gestion de l'eau entre les cinq Républiques. Voir sur ces questions ICG, "Central Asia : border disputes and conflict potential", *Asia Report*, n°33, Osh/ Brussels, April 4, 2002, 41p. et ICG, "Central Asia: Water and Conflict", *Asia Report*, n°34, Osh/ Brussels, May 30, 2002, 45p.

contemporain. Entre les quatre autres républiques centre-asiatiques, si on fait abstraction de la rhétorique, on doit constater que le niveau de leur coopération est resté très faible. En matière de sécurité et de défense, elle est insignifiante<sup>25</sup>. L'Ouzbékistan, le Kazakhstan et la République kirghize ont certes formé un bataillon tripartite de maintien de la paix, le *Centrasbat*, mais ce dernier arrangement est resté largement cosmétique alors que le Turkménistan a adopté un statut de "neutralité permanente" qui le maintient à l'écart de tout espèce d'entente avec ses voisins en matière militaire. Dans le domaine de la sécurité, à l'exception du Partenariat pour la Paix de l'Otan<sup>26</sup>, il n'existe pas de structure, même sponsorisée par une puissance extérieure à la région, regroupant l'ensemble des Républiques centre-asiatiques. Ainsi, dans le cadre de la CEI, le Turkménistan n'a pas adhéré au traité de Tachkent alors que l'Ouzbékistan a quant à lui quitté la structure de sécurité collective de la CEI en février 1999. Achkhabad se tient aussi à l'écart de l'Organisation de coopération de Shanghai, organisation qui a certes mis en place des mesures de confiance entre ses États membres, mais n'a pas établi de coopération militaire multilatérale. De manière générale, dans le domaine militaire,

les Républiques centre-asiatiques ont privilégié les relations bilatérales avec les puissances régionales (Turquie, Russie, États-Unis, Chine, Inde).

Dans le domaine économique également, les essais d'intégration régionale entrepris depuis 1991 n'ont pas réellement abouti, chacune des républiques poursuivant en priorité ses propres objectifs et sa propre voie de développement économique. Les prémices d'une dynamique économique intégrative "turkestanaise" ont pourtant été posées entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan dès janvier 1994 avec la conclusion d'un *Traité sur la formation d'un espace économique intégré*. La République kirghize y a adhéré en avril 1994. Le groupement est devenu en juillet 1994, l'Union économique centre-asiatique (Central Asian Economic Union, CAEU). Le Tadjikistan a obtenu le statut d'observateur en août 1995 mais n'est devenu membre qu'en mars 1998. Alors que le Turkménistan demeure à l'écart de ce groupement malgré les invitations lancées par les autres Républiques centre-asiatiques, la Russie jouit du statut d'observateur depuis août 1996. La Géorgie, l'Ukraine et la Turquie possèdent également ce statut depuis 1999 et

25 Voir ALLISON, R., "The limits of Multilateralism", *NBR Analysis*, vol. 14, n°3, October 2003, pp. 23-40.

26 Bien que le Turkménistan ait été le premier État d'Asie centrale à adhérer au programme de PFP de l'Otan, sa participation à ce programme est en fait minimale en raison de l'adoption de son statut de "neutralité permanente".

l'Afghanistan a été invité à l'acquiescer en décembre 2002. Ce groupement régional débordant le cadre régional "turkistanais" a été rebaptisé Communauté économique centre-asiatique (Central Asian Economic Community, CAEC) en juillet 1998<sup>27</sup> avant de devenir le Forum économique centre-asiatique (Central Asian Economic Forum) en janvier 2001<sup>28</sup>, puis l'Organisation de la coopération centre-asiatique (Central Asian Cooperation Organization, CACO) depuis décembre 2001<sup>29</sup>. Si on lui doit tout de même la mise en place concrète de la Banque centre-asiatique de développement, la véritable régression subie par le nom de ce groupement symbolise cependant l'extrême faiblesse de ses réalisations dans le domaine économique. Le terme "économique" a d'ailleurs désormais disparu de sa dénomination officielle. Ce groupement constitue en fait le seul forum *politique* pour la coopération régionale au niveau centre-asiatique même si ses membres ont, semble-

t-il, décidé récemment de remettre l'accent sur la dimension économique de la coopération.

Dans le cadre de la CEI, un autre essai de regroupement économique régional a été lancé lorsque le Kazakhstan s'est joint à la Russie et au Belarus<sup>30</sup> le 20 janvier 1995 pour former une "Union douanière eurasienne". Cette dernière a été élargie le 29 mars 1996 à la République kirghize<sup>31</sup> puis au Tadjikistan, le 26 février 1999. Le même jour, les partenaires ont signé un nouvel accord portant sur la formation d'une Union douanière et d'un espace économique commun. Ce dernier complétait les dispositions de l'accord du 29 mars 1996. Les parties ont ensuite conclu le 10 octobre 2000, un nouveau traité créant la Communauté économique eurasienne (Eurasian Economic Community ou EEC)<sup>32</sup>. Cet accord est entré en vigueur en mai 2001. Ce regroupement, considéré par certains auteurs comme la tentative la plus ambitieuse pour créer une union douanière eurasienne et une zone de

27 "Few Results at Central Asian Union Summit", *RFE/RL Newslines*, July 20, 1998.

28 "Central Asian Economic Union leaders meet in Almaty", *RFE/RL Kazakh Report*, January 5, 2001.

29 Le traité constitutif de l'Organisation de coopération centre-asiatique a été signé le 28 février 2002 à Almaty. Le président Karimov a été placé à la tête de la présidence tournante de cette organisation. Voir "Central Asian Cooperation Organization formally constituted in Kazakhstan", *RFE/RL Newslines*, March 2, 2002.

30 La Fédération de Russie et le Belarus avaient déjà signé un accord d'Union douanière le 6 janvier 1995.

31 Voir "Traité sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire et sur un rapprochement. Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Fédération de Russie, Moscou, 29 mars 1996" dans *Documents d'actualité internationale*, n°12, 15 juin 1996, pp. 468-471.

32 Voir le texte fondateur "Agreement On Foundation Of Eurasian Economic Community" (<http://www.chinaeurasia.org/LinksandPapers.html>).

libre échange depuis la dissolution de l'URSS<sup>33</sup>, laisse toutefois de côté deux acteurs centre-asiatiques importants: le Turkménistan mais aussi l'Ouzbékistan. Il déborde en fait l'espace centre-asiatique, créant une configuration originale, géographiquement à cheval sur l'Asie centrale et l'Europe et qui pourrait déborder sur le Caucase. En effet, après l'Ukraine et la Moldavie en mai 2002, l'Arménie a acquis le statut d'observateur à la CEE en avril 2003<sup>34</sup>. Plutôt qu'autour d'un pôle régional centre-asiatique, cette nouvelle tentative intégrative tourne en fait autour de la Russie qui occupe une place dominante en terme économique dans ce regroupement<sup>35</sup> et s'est vue attribuer un rôle prépondérant dans la nouvelle organisation (Moscou y détient 40% des voix). Ce processus

intégratif n'en est encore qu'à ses débuts. Malgré un nouvel élan -en tout cas sur le plan rhétorique- marqué par des réunions interétatiques semestrielles<sup>36</sup> et la formulation de nombreuses propositions<sup>37</sup>, le chemin à parcourir pour former un véritable espace économique commun sera encore long à parcourir. De nombreux problèmes -comme la persistance de barrières tarifaires et de sanctions "anti-dumping"; l'absence d'harmonisation des tarifs douaniers; le maintien de tarifs prohibitifs en matière de transport routiers ou ferroviaires; les problèmes de discrimination commerciale entre États membres; la différence de vue quant à la manière de négocier l'adhésion à l'OMC; etc.-, continuent en effet de diviser les États membres de la CEE<sup>38</sup>.

Au sein de la CEI, un autre projet

33 GLEASON, G., "Kazakhstan Positioned as Locomotive of Eurasian Integration", *Eurasia Insight*, February 11, 2002.

34 BUKHARBAYEVA, B., "Eurasian Economic Community to Push for WTO Entry", *Saint-Petersbourg Times*, April 29, 2003.

35 Selon R. Ultanbaev, la Russie représente en effet 89,3% du PIB de ce regroupement, 82% de sa production industrielle, 80,8% de sa production agricole et 90,4% de son commerce de détail. D'après ULTANBAEV, R., "Eurasian Economic Community: Thorny Path of Development", *Central Asia and the Caucasus*, n° 3 (21), 2003, p. 136.

36 La dernière réunion du Conseil interétatique de l'ECC s'est tenu à Almaty fin février 2004.

37 En février 2003, le président kazakh a soumis l'idée de lancer une monnaie commune en 2011 (il s'agirait cependant d'une monnaie différente du rouble russe) et le Premier Ministre russe a évoqué la possibilité d'établir une alliance gazière entre les membres; lors de la dernière réunion d'Almaty de février 2004, le Premier Ministre russe a avancé l'idée de former une union douanière commune en 2006. Sur ce dernier point voir "5-Nation Customs Union Set for 2006", *The Moscow Times*, March 1, 2004.

38 Voir "A close-up glimpse of EAEC's warts", *Jamestown Monitor*, vol. 8, issue 96, May 16, 2002; ULTANBAEV, R., "Eurasian Economic Community: Thorny Path of Development", op. cit., pp. 135 et ss.; BLAGOV, S., "Economic Union slips from view at Russia-Kazakhstan Summit", *Eurasia Insight*, January 15, 2004.

.....

intégratif a également été lancé récemment entre la Russie, le Bélarus, l'Ukraine et le Kazakhstan : l'espace économique unique. A la fin du mois de septembre 2003, les présidents des quatre États ont en effet conclu un traité sur l'espace économique unique et un accord sur le concept d'espace économique unique. Mais ces documents n'établissent aucune institution ni régime concret et en outre, l'idée même d'espace économique unique se heurte à des résistances notamment du côté ukrainien<sup>39</sup>. Ce projet serait d'ailleurs davantage politique que véritablement économique puisqu'il s'agirait selon A. Chubais, d'une étape vers l'établissement d'un nouvel "empire libéral russe"<sup>40</sup>. Enfin, si l'Organisation de coopération de Shanghai a également commencé à mettre l'accent sur la dimension économique, la mise en place d'un véritable processus intégratif au sein de ce regroupement se heurtera également à des problèmes importants, par exemple à l'existence de projets concurrents comme la Communauté économique eurasienne (CEE). Aux yeux des experts chinois, ce dernier regroupement constitue déjà une entrave au commerce de

la Chine avec ses voisins centre-asiatiques membres de l'OCS dans la mesure où les taxes à l'importation pratiquées par les États membres de la Communauté économique eurasienne sont particulièrement dirigées contre les importations des pays non-membres, Chine y compris<sup>41</sup>.

### **Les acteurs internationaux de la géopolitique de l'Asie centrale 13 ans après l'indépendance**

Au moment de l'accession à l'indépendance des Républiques musulmanes de l'Union soviétique, de nombreux observateurs ont mis en avant le rôle potentiel de la Turquie et de l'Iran comme acteurs majeurs de la scène centre-asiatique. Cependant, alors que les ambitions des deux candidats présomptifs à une éventuelle succession russe ont dû être revues à la baisse, la Russie a réussi quant à elle à préserver dans une certaine mesure sa position sur la scène centre-asiatique. Outre la Russie, en Asie centrale, deux autres acteurs, plus inattendus, à savoir la Chine et surtout les États-Unis, ont fait leur entrée en scène et

.....

39 SUSHKO, O., "The Dark Side of Integration : Ambitions of Domination in Russia's Backyard", *The Washington Quarterly*, vol. 27, n°2, Spring 2004, pp. 125 et ss.

40 Voir A. Chubais cité dans *Idem*, p. 128. Ainsi que les analyses de O. Sushko, aux pages suivantes.

41 Voir l'analyse des possibilités et des nombreux obstacles dans le domaine de la coopération économique entre les membres de l'OCS dans LI, Gang, LIU, Huaqin, "Proceeding Gradually. Study on Regional Economic Cooperation in the Shanghai Cooperation Organization", Beijing Guoji Maoyi dans *World News Connections*, September 5, 2003 (CPP20030905000148).

jouent aujourd'hui, un rôle de premier plan.

**a. La faiblesse des acteurs proches :  
Turquie et Iran**

Du côté de la Turquie au moment des indépendances des Républiques centre-asiatiques, certains rêvaient d'un groupement turc s'étendant des Balkans aux confins de la Chine, tandis que d'autres pariaient sur la renaissance d'un pan-turquisme militant. En Iran, on s'enflammait à l'idée d'une renaissance d'un grand espace culturel iranien qui engloberait la Transoxiane, cet "Iran extérieur" avec lequel les Iraniens ont développé une même langue, une même littérature et un art identique. Treize ans plus tard, on doit bien constater qu'aucune de ces attentes n'a été comblée.

La Turquie, bénéficiant de l'appui de Washington qui cherchait un nouveau rôle pour Ankara dans le contexte de l'après guerre-froide et présentait ce pays comme un modèle de république laïque et démocratique, occidentalisée et économiquement développée dont pourraient s'inspirer les républiques centre-asiatiques dans leur construction nationale, s'est fortement impliquée politiquement et économiquement en Asie centrale dès l'effondrement de l'URSS. Pour Ankara, le développement de son influence dans cette région lui permettait non seulement d'élargir

son horizon politique et de mettre en œuvre une politique étrangère plus dynamique, mais aussi de gagner une nouvelle importance stratégique aux yeux des Occidentaux dans la période post-guerre froide. Au fond, l'intérêt de l'Asie centrale pour la Turquie résidait surtout dans le fait que l'influence éventuelle qu'Ankara pourrait développer dans cette région lui permettrait de renforcer ses relations avec ses partenaires occidentaux, en se positionnant comme intermédiaire incontournable. La Turquie a donc été très active dans cette région au lendemain des indépendances. Elle a ainsi mis sur pied la *Turkish International Cooperation Agency* (TICA) pour fournir à ces pays une assistance technique. Elle leur a prodigué de l'aide à la formation pour les jeunes élites en établissant des écoles notamment au Kazakhstan et en République kirghize. Elle a également offert aux Républiques centre-asiatiques une assistance financière, mais aussi des équipements et des formations dans le domaine militaire et s'est impliquée à leurs côtés dans le programme de PfP de l'OTAN. Sur le plan politique, la Turquie a essayé de réunir autour d'elle les Républiques d'Asie centrale en organisant un regroupement basé sur les liens culturels. Les sept sommets des États turcophones, un forum regroupant outre la Turquie, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, la République kirghize

et l'Azerbaïdjan ont cependant eu un succès mitigé. Sur le plan économique, Ankara en coopération avec Téhéran a relancé l'Organisation de coopération économique (ECO) et développé des liens bilatéraux avec les Républiques. Si l'ECO ne peut-être créditée de quelques réalisations notamment dans le domaine crucial des transports<sup>42</sup>, le bilan des relations bilatérales turco-centre-asiatiques est plus positif puisque plus de 1000 sociétés turques opèrent aujourd'hui en Asie centrale où elles ont investi environ 3,5 milliards de dollars. La Turquie est aussi devenue un partenaire commercial non négligeable des Républiques centre-asiatiques<sup>43</sup>. Malgré son activisme en Asie centrale, le rôle de la Turquie dans cette région ne répond cependant pas aux attentes initiales de certains de ces dirigeants. De nombreux facteurs sont à l'origine de cet échec. On peut par exemple relever les différences culturelles entre la Turquie et les Républiques centre-asiatiques, différences plus profondes qu'il n'y paraissait à première vue. Le rôle d'intermédiaire que la Turquie prétendait ensuite jouer entre les Occidentaux et les Républiques centre-asiatiques s'est également révélé illusoire. Les Occidentaux

(Union européenne et États-Unis), aussi bien dans les domaines politique qu'économique ont tissé des liens directs avec ces républiques. Les compagnies occidentales se passent ainsi sans difficultés de l'assistance turque. L'Union européenne, prise dans son ensemble, joue ainsi un rôle de premier plan dans les échanges des Républiques centre-asiatiques. Le manque de moyens de la Turquie par rapport à ses ambitions en Asie centrale doit également être souligné ainsi que l'absence de frontières communes avec les Républiques centre-asiatiques, absence qui contrarie les opportunités d'interactions turco-centre-asiatiques, y compris dans le domaine clé de l'énergie. La réponse des Républiques d'Asie centrale au projet turc a également été timorée. Si les dirigeants centre-asiatiques, fondamentalement intéressés par la diversification de leurs relations, ont bien accueilli les ouvertures d'Ankara, ils ont cependant refusé de voir la Turquie se transformer en nouveau "grand frère". Enfin, les ambitions géopolitiques turques se sont heurtées aux autres acteurs régionaux, notamment à l'Iran mais aussi à la Russie et même à la Chine. Or, non seulement l'Iran et la Russie ont la

42 Voir ECO decades of progress 1992-2002, Teheran, September 2002, 35p. ([www.econsecretariat.org](http://www.econsecretariat.org))

43 En 2002, l'ensemble des échanges turco-centre-asiatiques a atteint 833 millions de dollars. La même année, on notera à titre de comparaison que le total des échanges russo-centre-asiatiques a pour sa part atteint 5,636 milliards de dollars soit 6,7 fois plus. D'après IMF, *Direction of Trade statistics Yearbook*, Washington, D.C., International Monetary Fund, 2003, pp. 506 et ss. et pp. 420 et ss.

capacité d'entraver très sérieusement l'action turque en Asie centrale mais en outre, la Russie et la Chine sont plus importantes pour les intérêts turcs, notamment sur les plans économique et énergétique -dans le cas russe-, que l'Asie centrale<sup>44</sup>. Ce constat, ajouté à ses propres faiblesses, a amené la Turquie à revoir ses ambitions à la baisse dans cette région. Pour l'avenir, sur le plan régional, la mise en place du projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan actuellement en construction permettra à la Turquie de renforcer son influence au Caucase (à l'égard de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie avec qui Ankara entretient des relations suivies) et peut-être de la projeter jusqu'au Kazakhstan, si Astana trouve un accord avec Bakou et décide de désenclaver une partie importante des futures productions de sa structure pétrolifère de Kashagan (pas avant 2007-2008) en utilisant cette infrastructure. Les dirigeants turcs espèrent également que la mise en place du BTC, qui transformera la Turquie en pays de

transit pétrolier important pour les marchés occidentaux, permettra à Ankara de renforcer son alliance avec ses partenaires américains et européens<sup>45</sup>.

Du côté iranien, malgré les atouts que possèdent ce pays de par sa contiguïté géographique qui en fait la voie naturelle de désenclavement pour le commerce et pour les hydrocarbures de la Caspienne vers le golfe Persique et l'Océan Indien ou vers la Turquie, et sa proximité culturelle avec les Républiques centre-asiatiques, Téhéran n'a pas réussi à s'imposer comme un acteur majeur de la scène centre-asiatique. L'obstacle fondamental expliquant cet échec de la diplomatie iranienne est d'ordre politique: les relations irano-centre-asiatiques sont en fait otage des rapports irano-américains<sup>46</sup>. Si les dirigeants centre-asiatiques se méfient certes des orientations politiques du régime iranien, plus fondamentalement, ils ne peuvent ignorer l'état déplorable des relations

44 Les échanges bilatéraux russo-turques ont ainsi atteint en 2002, 5,018 milliards de dollars alors que les échanges sino-turques se sont élevés à 1,603 milliards de dollars. D'après IMF, *Direction of Trade statistics Yearbook*, op. cit., pp. 506 et ss.

45 Voir les réalisations et les objectifs de la politique turque au Caucase et en Asie centrale dans USLU, Nasuh, "The Russian, Caucasian and Central Asian Aspects of Turkish Foreign Policy", *Alternatives* (Turkish Journal of International Relations), vol. 2, n° 3/4, Fall/Winter 2003, pp. 164-187.

46 Voir également TAKEYH, Ray, "Re-imagining US-Iranian Relations", *Survival*, vol. 44, issue 3, 2002, pp. 23-36; TAROCK, A., "Iran between religious hardliners and hawks in America", *Central Asian Survey*, vol. 22, n°2-3, June 2003, pp. 133-149 et KARAGINNIS, E., "The US-Iranian relationship after 11 September 2001 and the transportation of Caspian energy" *Central Asian Survey*, vol. 22, n°2-3, June 2003, pp. 151-162.

irano-américaines et risquer de s'aliéner Washington en entretenant une trop grande proximité avec Téhéran. La rentabilisation optimale de la position géographique unique de l'Iran par rapport à l'Asie centrale est restée depuis 1991 l'otage de cette contrainte. La méfiance réciproque d'une certaine partie des élites des deux pays<sup>47</sup> mais surtout la sclérose idéologique du régime iranien n'ont pas permis de débloquer les rapports entre Téhéran et Washington. L'exemple le plus caricatural nous a été offert au moment de l'intervention américaine en Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre. Le régime iranien a gaspillé à ce moment la chance historique qui lui était offerte de rétablir un début de dialogue avec les États-Unis. Les deux pays avaient en effet les mêmes ennemis, à savoir les talibans et Al-Qaïda. Partageant les mêmes préoccupations, ils étaient alliés naturels et auraient pu renouer. Il n'en a rien été. Après l'intervention américaine en Irak qui inquiète sérieusement Téhéran en raison de la situation d'encerclement stratégique à laquelle l'Iran est désormais confronté, le tremblement de terre de Bam et la décision de Washington d'envoyer de l'aide humanitaire en Iran ont offert une nouvelle opportunité de dialogue qui n'a également pas été saisie. L'inconnue à l'heure actuelle reste les

choix que vont poser les conservateurs en matière de politique étrangère dans le sillage de leur "victoire" électorale. Le "modèle chinois", très en vogue actuellement à Téhéran, est éloquent quant à l'absence de volonté d'une réforme politique du régime. Si on s'appuie sur l'expérience chinoise, dans le domaine économique, l'avenir pourrait réserver quelques surprises. En raison de l'élimination du régime des talibans et du rôle important de la composante tadjike dans la nouvelle administration afghane, Téhéran pourrait également se voir offrir l'occasion de développer une zone de coopération persanophone (Iran, Nord Afghanistan et Tadjikistan) susceptible d'avoir un prolongement économique vers la Chine grâce à la mise en place de nouvelles infrastructures de transport. Ignorée par le projet de corridor est-ouest (projet TRACECA) lancé en 1993 par l'Union européenne, Téhéran coopère également avec New Delhi et Moscou à l'établissement d'un axe de désenclavement nord-sud pour le commerce avec les Républiques centre-asiatiques et la Russie vers l'Océan indien et l'Asie du sud<sup>48</sup>. Le domaine de l'énergie est également envisagé mais là encore, on peut toutefois penser que si Téhéran souhaite pleinement profiter des atouts réels qu'elle possède au regard

47 Voir SULLIVAN, P., "US-Iran Relations since 9-11: A Monologue of Civilizations", *Alternatives* (Turkish Journal of International Relations), vol. 1, n° 2, Summer 2002, pp. 178-203.

48 SPECTOR, R. A., "The North - South Transport Corridor", *CACI Analyst*, July 3, 2002.

de l'Asie centrale, elle ne pourra faire l'économie d'un dialogue avec Washington.

**b. La Russie : entre retrait et retour**

Après la dissolution de l'URSS, la Russie a réussi à maintenir une influence substantielle sur la scène géopolitique centre-asiatique. Cette dernière a cependant été limitée par l'action des autres acteurs régionaux, par la faiblesse de ses moyens (notamment économiques et financiers) mais enfin par les réticences des Républiques d'Asie centrale, soucieuses de conserver et de renforcer leur autonomie politique par rapport à l'ancienne métropole. Après une courte période de retrait volontaire résultant du choix "occidentaliste" initial des élites dirigeantes, la perception croissante que le vide politique existant en Asie centrale profitait à d'autres États et était dangereux pour la sécurité de la Russie<sup>49</sup> a relancé dès 1993 l'intérêt de Moscou pour cette région. Pour rétablir sa position, la Russie a misé

jusqu'en 1998 essentiellement sur les liens militaires et de sécurité avec les nouvelles Républiques à la fois sur le plan bilatéral et multilatéral (l'instrument le plus important sur ce plan est le traité de Tachkent du 15 mai 1992 conclu dans le cadre de la CEI). La faiblesse militaire initiale des Républiques d'Asie centrale ainsi que la crainte inspirée par l'éclatement du conflit tadjik lui ont permis de se présenter comme garant de la sécurité et de la stabilité régionale. La Russie s'est ainsi chargée de la surveillance des frontières extérieures du Tadjikistan, du Turkménistan, du Kazakhshtan et de la République kirghize et a transformé ses troupes présentes sur le territoire tadjik en force de maintien de la paix<sup>50</sup>. Si ce rôle a généralement été bien accueilli par les nouveaux États (sauf par l'Ouzbékistan qui va progressivement s'opposer à Moscou à propos du conflit tadjik), accepté par les Occidentaux et reconnu par le voisin chinois<sup>51</sup>, les Républiques centre-asiatiques se sont toutefois rapidement efforcées avec

49 L'éclatement de la guerre civile tadjike a mis en lumière un certain nombre de risques pour la Russie : la porosité des frontières, les possibilités de trafic d'armes et de drogue et surtout l'essor potentiel d'un militantisme islamique qui pourrait avoir des répercussions sur les communautés musulmanes (les estimations les situent entre 12 et 20 millions de personnes) vivant sur le territoire de la Fédération de Russie.

50 Voir ALLISON, Roy, "Peacekeeping in the Soviet Successor States", *EU-ISS Chailot Paper*, n° 18, November 1994, 43p.

51 XING, Guangcheng, "Zhongguo he Zhongya geguo : xinde guanxi" (La Chine et les Républiques d'Asie centrale : les nouvelles relations), *Dong Ou Zhong Ya Yanjiu* (East European, Russian and Central Asian Studies), n°1, 1996, p. 62. Rajan Menon notait également en 1998 que "China has conceded Russia's preeminent role in Central Asia" dans MENON, R., "After Empire : Russia and the Southern 'Near Abroad'", dans *The New Russian Foreign Policy*, Michael Mandelbaum ed., New York, Council on Foreign Relations, 1998, p. 67.

plus ou moins de succès selon les cas d'étendre leur marge de manœuvre par rapport à Moscou. Avant l'intervention américaine contre les talibans, le Tadjikistan, confronté à la guerre civile jusqu'en 1997, est demeuré le pays le plus dépendant à l'égard de la Russie. Cette république montagnarde qui est l'État le plus faible des cinq républiques centro-asiatiques en terme de cohésion nationale, a recherché l'assistance russe non seulement pour assurer sa stabilité et la protection de ses frontières face aux menaces émanant de l'Afghanistan (fondamentalisme islamique, trafic de drogue), mais aussi comme garantie face aux ambitions et à l'ingérence de son voisin ouzbek. Le Kazakhstan, qui est l'État centre-asiatique le plus important pour la Russie<sup>52</sup>, et la République kirghize, tout en acceptant et en recherchant une grande proximité politique, militaire et économique avec Moscou (ils ont conclu des accords de coopération militaire bilatéraux avec la Russie et sont membres de la CEI, du traité de Tachkent, de la Communauté économique eurasienne et de la force de réaction rapide de la CEI) ont parallèlement œuvré à la diversification de leurs relations pour contrebalancer l'influence russe et limiter leur dépendance à l'égard de l'ancienne

métropole. Sur le plan politique, toutes les républiques ont développé des relations bilatérales et multilatérales avec les acteurs internationaux occidentaux, moyen-orientaux et asiatiques. Sur le plan multilatéral régional, aussi bien le Kazakhstan que la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan participent à l'Organisation de coopération de Shanghai (anciennement Groupe de Shanghai) en compagnie de la Russie et de la Chine. La présence chinoise au sein de ce regroupement régional assure en fait aux républiques un contrepoids politique face à la Russie, c'est ce qui explique particulièrement le choix de Tachkent de participer aux travaux de cette organisation à partir de juin 2001. Sur le plan économique, le Kazakhstan a encouragé à la fois les compagnies russes et les multinationales occidentales à investir dans son secteur pétrolier afin de multiplier les partenaires. Astana, tout en conservant des relations économiques importantes avec Moscou, a parallèlement développé des liens commerciaux très substantiels avec le reste du monde, notamment avec les pays de l'Union européenne et avec son voisin chinois. Achkhabad a également diversifié ses relations économiques en établissant des liens substantiels avec des pays comme l'Iran ou la

52 La présence russe y remonte au XVIIIe siècle, la minorité russe est très importante au nord du Kazakhstan, ce pays abrite certaines installations stratégiques (comme le cosmodrome de Baïkonour) et les deux pays partagent une frontière commune de 6846 km.

Turquie. Elle a également noué des relations énergétiques avec l'Iran (le gazoduc reliant Korpedje (Turkménistan) à Kurt Koy (Iran) entré en service en 1997 est ainsi la seule voie de désenclavement pour le gaz turkmène évitant le territoire russe) et l'Arménie afin de réduire quelque peu sa dépendance à l'égard des infrastructures de transports russes pour ses exportations gazières. Même dans le domaine militaire, l'influence russe s'est progressivement érodée. Les Républiques centre-asiatiques, à l'exception du Tadjikistan, ont ainsi coopéré dès 1994 au programme de Pfp de l'Otan. Des contacts bilatéraux avec l'armée américaine ont également été noués très tôt. Ses contacts faciliteront en octobre 2001 le déploiement du dispositif militaire de Washington en Asie centrale. Le Kazakhstan et la République kirghize ont aussi créé avec l'Ouzbékistan, le *Centrasbat* qui opère en dehors de la structure CEI et est lié au programme de Pfp de l'Otan. Le rôle de gardien des frontières que la Russie jouait en Asie centrale s'est progressivement restreint. Malgré l'extrême faiblesse de ses forces armées, la République kirghize, pourtant très proche de Moscou, a repris en main la surveillance de ses frontières avec la Chine en juillet 1999<sup>53</sup>. Le Turkménistan a noué des liens bilatéraux pour la formation de

ses officiers avec la Turquie, le Pakistan et même l'Iran avant de finalement reprendre en main le contrôle de ses frontières extérieures à la fin de l'année 1999. A la veille du 11 septembre 2001, la présence militaire russe en Asie centrale se limitait donc essentiellement au Tadjikistan. Moscou restait cependant un acteur important pour les forces militaires centre-asiatiques dans la mesure où elle leur fournissait du matériel. L'Ouzbékistan, en raison de ses ambitions régionales et de sa capacité à résister aux pressions russes (ce pays n'a pas de frontières communes avec la Russie; la diaspora russe y est peu nombreuse comparée à la situation du Kazakhstan et de la République kirghize; il est autosuffisant sur le plan énergétique depuis 1996 et dispose des forces armées les plus conséquentes d'Asie centrale), s'est montré le plus récalcitrant à l'égard des ambitions de Moscou en Asie centrale. Tachkent a ainsi progressivement pris ses distances avec la CEI, condamné le projet d'Union eurasiennne en 1994, participé très activement au programme de Partenariat pour la Paix de l'Otan et cultivé ses relations bilatérales avec Washington à partir de 1995. Alors que la Russie cherchait des appuis contre l'expansion de l'Otan vers l'Est, le président Karimov a déclaré en 1997 que cette organisation ne constituait pas une menace, se

53 "Kyrgyzstan for Unilateral Patrols of Chinese Border", Interfax dans *FBIS-SOV-1999-0720*, July 20, 1999.

démarquant ainsi clairement de la position russe. Autre exemple de l'autonomie politique du régime ouzbek, au moment où l'intervention de l'Alliance atlantique au Kosovo suscitait l'ire de la Russie, l'Ouzbékistan s'est retiré du traité de Tachkent et a rejoint le groupe de *GUAM* (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova) qui s'était formé au sein même de la CEI pour résister à l'influence de Moscou. Face à l'érosion progressive de son influence, la Russie a essayé de relancer les liens de sécurité avec ses voisins méridionaux en jouant sur les craintes des Républiques centre-asiatiques face à la montée en puissance du mouvement des talibans en Afghanistan et à l'émergence du Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Ses plus grands succès dans ce domaine ont été le rapprochement politique qui s'est opéré avec l'Ouzbékistan à partir de l'année 2000 et la création au printemps 2001 d'une force de réaction rapide dans le cadre du traité de sécurité collective de la CEI liant la Russie, le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan, le Bélarus et l'Arménie.

Outre les liens de sécurité, la Russie n'a pas non plus hésité à utiliser des moyens de pressions, comme son monopole sur les infrastructures de transport, la limitation des quotas d'exportation pour le pétrole kazakh et le gaz turkmène ou l'incertitude quant au statut de la Caspienne, pour réduire la marge de manœuvre des Républiques

centre-asiatiques. Mais ces méthodes se sont révélées inefficaces voire contre-productives. C'est pourquoi, à partir de 1998 et plus encore après l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, Moscou a adopté une politique plus pragmatique en mettant l'accent sur la coopération mutuellement bénéfique dans les domaines économiques et énergétiques (recours au "soft power" plutôt qu'au "hard power"). En misant davantage sur la coopération, la Russie a en fait engrangé des bénéfices importants. Moscou a ainsi maintenu voire renforcé sa position de voie principale de désenclavement pour le gaz turkmène et le pétrole du Kazakhstan, l'acteur pétrolier principal du bassin caspien. En accroissant les quotas d'exportation du pétrole kazakh à travers son territoire à partir de 1999 et offrant à ce pays une nouvelle infrastructure de transport pour le désenclavement de sa production à destination du marché international (l'oléoduc "Caspian Pipeline Consortium" (CPC), reliant Tengiz au Kazakhstan à Novorossiisk sur la mer Noire entré en service en 2001), Moscou s'est assurée du maintien de sa position d'État de transit quasi-monopolistique (à l'exception des opérations de *swap* avec l'Iran et des livraisons pétrolières à la Chine et par barge à travers la Caspienne) au moins jusqu'en 2007-2008 au moment où la production de la structure de Kashagan devrait arriver sur le marché. Dans le

domaine économique où la Russie dispose d'un certain nombre d'atouts (proximité géographique, orientation vers son territoire des infrastructures de transports, complémentarité entre certains secteurs de l'économie russe et celles des républiques du fait de la division du travail qui existait à l'époque soviétique, lingua franca russe dans l'ensemble de la région, etc.), sa position s'est érodée avant de se stabiliser. La Russie reste aujourd'hui un partenaire commercial important des Républiques d'Asie centrale. En 2002, les échanges avec la Russie représentent 8,5% du total des échanges turkmènes, 17,22% de celui des échanges tadjiks, 18,35% de l'ensemble des échanges de la République kirghize, 20,52% du total des échanges ouzbeks et presque 25% du total des échanges kazakhs, dont la Russie reste le premier partenaire commercial<sup>54</sup>. Bien entendu, le rôle de Moscou dans le domaine éco-

nomique n'est plus exclusif. Les acteurs occidentaux (surtout l'Union européenne) ainsi que les voisins moyen-orientaux et asiatiques (surtout chinois dans le cas du Kazakhstan et de la République Kirghize ou coréen dans le cas ouzbek) ont capté une large partie du commerce des Républiques d'Asie centrale. De même, dans le domaine des investissements, la Russie n'a pas les moyens de concurrencer les Occidentaux ou le Japon. Ainsi, au Kazakhstan, le pays de destination le plus important de l'Asie centrale en matière d'investissements étrangers directs (IDE), la part de la Russie ne représente que 3,9% du total des IDE reçus entre 1993 et 2002. Les quatre premiers investisseurs étrangers, qui sont tous des pays occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie) cumulent pour leur part 71,3% du total des IDE réalisés dans ce pays pendant cette période.

54 Calculs de l'auteur d'après les chiffres du IMF, *Direction of trade statistics yearbook*, Washington, D.C., International Monetary Fund, 2003. Si on analyse la répartition géographique des flux économiques du Kazakhstan en 2002, il apparaît que onze ans après son indépendance, ce pays continue d'abord de commercer avec ses anciens partenaires de l'URSS groupés aujourd'hui dans la CEI (32,24% en 2002) et principalement avec la Russie. La part de cette dernière dans le commerce total du Kazakhstan s'est bien entendu réduite puisqu'elle est passée de 39,48 % en 1994 à 24,9 % en 2002. La Fédération de Russie demeure cependant le premier partenaire commercial du Kazakhstan. Parmi les partenaires commerciaux extra-CEI d'Astana, c'est l'Union européenne (à quinze) qui arrive ensuite en tête avec 19,12% du commerce total de ce pays en 2002. Malgré sa situation géographique centre-asiatique, du point de vue des échanges, le Kazakhstan est aujourd'hui surtout tourné vers l'Europe. Du côté de l'Asie, c'est la Chine qui se taille la part du lion dans le commerce du Kazakhstan puisqu'elle représente 8,21% de son commerce total en 2002. Le Japon et l'Inde ne comptent respectivement que pour 1,15% et 0,3 % du commerce total du kazakh en 2002 alors que le commerce avec le Pakistan et l'Iran, pourtant également membre de l'ECO comme le Kazakhstan est inexistante en 2002. Seule la Turquie fait un peu mieux avec 1,66 %. Quant aux États-Unis, leur rôle dans le commerce kazakh reste modeste puisqu'ils ne représentent que 4% du commerce total du Kazakhstan en 2002.

A la suite des attentats du 11 septembre, le Président Poutine, en choisissant de s'aligner sur les positions de Washington contre l'avis d'une grande partie du personnel politique russe et de l'opinion publique, a permis la création d'un partenariat russo-américain et la naissance d'un phénomène inédit de cohabitation russo-américaine en Asie centrale. La nouvelle base russe de Kant installée en octobre 2003 à quelques kilomètres de la base américaine de Bichkek en République kirghize symbolise sans doute le mieux ce phénomène et aussi son ambiguïté. Au regard de cette région, si l'intervention américaine en Afghanistan a offert à Moscou un gain de sécurité immédiat en stabilisant la zone et en éliminant la menace militaire la plus importante pesant sur son flan sud, à savoir le régime des talibans, la pénétration politico-militaire des États-Unis dans cette région a aussi ébranlé la position russe, renforcé l'autonomie des Républiques centre-asiatiques et élargi leur marge de manœuvre face à leur ancienne métropole. Même dans le domaine des liens de sécurité, la position de Moscou vis-à-vis des Républiques

centre-asiatiques a été remise en question. Ces dernières ont en effet étendu leurs relations bilatérales avec Washington et dans une moindre mesure avec l'OTAN<sup>55</sup>. En particulier, l'Ouzbékistan a reçu des États-Unis des promesses quant à sa sécurité. Même s'il ne s'agit pas d'une véritable garantie, les autorités américaines s'engagent tout de même à ouvrir des consultations avec Tachkent en cas de menace directe contre la sécurité ou l'intégrité territoriale du pays<sup>56</sup>. Face à ces développements, on a rapidement pu observer un certain malaise au sein de l'élite politique russe. Le Président Poutine qui attendait beaucoup de l'établissement du partenariat avec Washington, notamment dans le domaine économique, a dû constater que les résultats obtenus étaient mitigés<sup>57</sup>. L'intervention unilatérale américaine en Irak a perturbé les relations entre les deux nouveaux partenaires. Parmi l'opinion publique et les élites russes, les critiques à l'égard de l'unilatéralisme mais aussi des objectifs et des arrières-pensées supposés des États-Unis en Asie centrale et au Caucase (notamment des objectifs américains en Géorgie)<sup>58</sup> se

55 Voir par exemple MCDERMOTT, R. N., "The Kazakh military looks West", *CACI Analyst*, July 16, 2003.

56 Voir "Joint U.S.-Uzbek Statement announces 'qualitatively new relationship'", *RFE/RL Central Asia Report*, vol. 1, n°13, October 18, 2001.

57 Voir RUTLAND, P., "Russia's response to U.S. Regional Influence", *NBR Analysis*, vol. 14, n° 4, November 2003, pp. 37 et ss.

58 SALUKVADZE, K., "The US on the 'silk road' of expansion to Eurasia ?", *CACI Analyst*, March 13, 2002.

sont progressivement durcies. Depuis 2001, la Russie a réagi à la nouvelle influence américaine en réaffirmant que la CEI faisait partie des priorités de la politique étrangère russe -une tendance qui s'est encore accélérée dans le sillage de l'intervention américaine en Irak<sup>59</sup>- et en essayant de relancer ses liens politiques, économiques, énergétiques et aussi militaires avec les Républiques du Caucase et de l'Asie centrale notamment le Tadjikistan<sup>60</sup>, la République kirghize<sup>61</sup>, le Turkménistan et surtout le Kazakhstan<sup>62</sup>. Moscou a particulièrement mis l'accent

sur le renforcement de la coopération avec ses partenaires centre-asiatiques dans le domaine énergétique et sur la consolidation de son rôle d'État de transit pour les productions d'hydrocarbures de l'Asie centrale. Elle a ainsi proposé la formation d'une alliance gazière en février 2002, conclu des accords de livraison de gaz et de pétrole à long terme avec le Kazakhstan, le Turkménistan<sup>63</sup> et l'Ouzbékistan et signé un accord de reconstruction d'infrastructures gazières avec le Turkménistan<sup>64</sup>. Moscou et Astana ont par ailleurs

- 59 Voir TORBAKOV, I., "Moscow seeks to take advantage of Iraq conflict to reassert its leadership in Cis", *Eurasia Insight*, April 9, 2003.
- 60 Dans le domaine militaire, Moscou discute avec le Tadjikistan de l'implantation d'une base militaire semi-permanente. Douchanbé négocie cependant àrement, fixant des conditions -notamment financières-, qualifiées d'"inacceptables" par la Russie. Lorsque l'on connaît la dépendance du Tadjikistan à l'égard de la Russie, ces difficultés constituent un signe clair du gain d'autonomie pour les Républiques ainsi que de la perte d'influence russe en Asie centrale résultant de la pénétration stratégique américaine. Voir SHERMATOVA, Sanobar, "Tajikistan : Talks on Russian Base at Impasse", *IWPR's Reporting Central Asia*, n°270, March 12, 2004.
- 61 La Russie a obtenu de Bichkek l'autorisation d'établir une base militaire située à Kant dans le cadre de la force de réaction rapide du Traité de sécurité collective de la CEI.
- 62 Voir ALIBEKOV, Ibragim, "Kazakhstan Tilts Towards Russia", *Eurasia Insight*, February 18, 2004 et CUTLER, R. M., "Emerging triangles : Russia-Kazakhstan-China", *Asia Times*, January 15, 2004.
- 63 Un contrat de livraison de gaz pour une période de 25 ans a ainsi été signé entre la Russie et le Turkménistan en avril 2003. Voir COHEN, A., "The Putin-Turkmenbashi deal of the century: towards a Eurasian Gas Opec ?", *CACI Analyst*, May 7, 2003 et PURCELL SMITH, J., "Turkmenbashi's Gas Games: gas for power ?", *CACI Analyst*, June 4, 2003.
- 64 Les discussions concrètes entre Gazprom et Turkmengaz sur la modernisation/reconstruction du système de gazoduc Asie-Centrale-Centre qui traverse le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont débuté au début du mois d'avril 2004. Le projet prévoit de faire passer la capacité actuelle de transport de ce système de 45 milliards de m3 par an à 100 milliards de m3. Selon l'accord bilatéral russo-turkmène, en 2007, Moscou devrait en effet importer entre 60 et 70 milliards de m3 de gaz turkmène. D'après "Russian, Turkmen gas companies in talks on pipeline reconstruction", *Itar-Tass*, April 2, 2004. A titre de comparaison, on se souviendra que la production annuelle de gaz au Turkménistan n'a atteint en 2002 que 49,9 milliards de m3 de gaz. Chiffre tiré de *BP Statistical review of world energy 2003*, p. 22. Si Gazprom et

formé un joint-venture important entre Gazprom et KazMunayGaz (KazRosGaz) pour le transport et la vente du gaz naturel kazakh à travers le système de gazoduc russe. Les firmes russes comme Lukoil et Gazprom ont accru leur participation dans le secteur kazakh des hydrocarbures. S'inspirant des tendances unilatéralistes américaines, S. Ivanov a par ailleurs annoncé en octobre 2003 que la Russie se réservait le droit d'intervenir militairement dans la CEI pour protéger ses intérêts et qu'elle entendait renforcer sa présence militaire, notamment en Asie centrale<sup>65</sup>. Certains au sein des élites politiques russes se prennent à rêver de l'établissement par la Russie d'un nouvel "empire libéral"<sup>66</sup> en Asie centrale et au Caucase, par le biais de l'utilisation de la puissance russe dans certains domaines comme celui de l'énergie. Du côté américain, la dérive autoritaire du pouvoir russe inquiète les observateurs<sup>67</sup> alors que

la situation de la Géorgie suscite des frictions entre les deux partenaires. Comme le déclarait un diplomate américain au *Monde* en mars 2004, "la question de savoir si nos relations avec Moscou se feront dans ces régions (en Asie centrale) sur un mode de coopération ou de confrontation reste ouverte"<sup>68</sup>. Une certaine incertitude pèse en fait sur l'avenir du partenariat russo-américain. Du côté russe, il est clair que les tendances unilatéralistes américaines, la poussée de l'Otan vers l'Est et les pays baltes en particulier<sup>69</sup>, l'influence de Washington sur la nouvelle administration géorgienne, en Azerbaïdjan et en Asie centrale, sans parler de la question de l'établissement possible de bases militaires permanentes dans cette dernière région et des progrès dans la construction du BTC -qualifié encore récemment par Viktor Kalyuzhnyi, l'envoyé spécial du Président Poutine pour les questions caspiennes, de "projet purement américain"<sup>70</sup>-,

Turkmengaz parviennent à un accord, Moscou renforcera considérablement son monopole sur le désenclavement du gaz turkmène.

65 "Moscow stresses possibility of using military force in the CIS", *CACI Analyst*, -October 9, 2003 et TRIFONOV, D., "'Ivanov Doctrine' reflects Moscow's growing confidence in the CIS and beyond", *CACI Analyst*, -November 19, 2003.

66 TORBAKOV, I., "Russian policymakers air notion of 'Liberal Empire' in Caucasus, Central Asia", *Eurasia Insight*, October 27, 2003.

67 Voir NOUGAYREDE, N., "Les États-Unis amplifient leurs critiques à l'égard de M. Poutine", *Le Monde*, Mars 16, 2004.

68 Cité dans *Idem*.

69 Voir "Moscou contre le déploiement d'avions de l'OTAN dans les pays baltes", *Le Monde*, Mars 24, 2004.

70 Cité dans "Post-Imperial Eurasian Games, *RFE/RL Central Asia Report*, vol. 4, n°12, .March 23, 2004.

.....

suscitent le malaise et inquiètent une partie importante des élites du pays. Pour éviter la montée des tensions qui pourraient avoir des conséquences funestes en Asie centrale et au Caucase où la Russie, malgré ses faiblesses, dispose de moyens de pression et de nuisance substantiels, les États-Unis devront faire un effort particulier pour rassurer l'opinion russe quant à leurs objectifs dans ces régions. Ils doivent également démontrer que le partenariat russo-américain produit des résultats tangibles à la fois pour les populations locales et pour la Russie. Quant à Moscou, si elle veut éviter de pousser les États de sa périphérie dans les bras de Washington, elle doit s'appliquer à rassurer ses voisins caucasiens et centre-asiatiques quant à ses intentions, abandonner toute idée et toute rhétorique néo-impériale et rechercher une coopération mutuellement bénéfique dans tous les domaines. Le premier objectif de la Russie doit être d'assurer son redressement économique. C'est la condition nécessaire pour asseoir son rôle historique de grande puissance à la fois européenne et asiatique. Son redressement passe par l'acceptation de son statut de puissance moyenne, par l'établissement d'un environnement international stable et pacifique dans sa périphérie et par la mise en place de liens économiques et politiques solides avec ses partenaires occidentaux, moyen-orientaux et asiatiques. Ce simple constat devrait

l'inviter à se concentrer sur le redressement de son économie, à miser sur sa position géographique et ses atouts économiques, à privilégier la coopération dans tous les domaines avec ses voisins, à éviter toute dérive néo-impériale et toute compétition géopolitique avec Washington aussi bien en Asie centrale qu'au Caucase.

### **c. La pénétration chinoise**

La disparition de l'Union soviétique et la naissance de cinq républiques en Asie centrale ont été perçues en Chine avec un mélange de satisfaction -la création de ces États offrait désormais à Pékin une zone tampon entre sa région autonome du Xinjiang et le territoire d'une Russie affaiblie, accroissant sensiblement la sécurité de cette zone- mais aussi de craintes. Pékin se trouvait désormais confrontée à trois nouveaux États frontaliers face à qui elle devait inventer une politique extérieure. Ce nouvel environnement régional ouvrait certes de nouvelles possibilités diplomatiques et économiques pour la Chine mais recelait également de nombreux dangers potentiels : le vide de pouvoir en Asie centrale pourrait faire le jeu d'autres puissances hostiles à la Chine; la sécurité de la région du Xinjiang pourrait être menacée par des revendications à caractère ethno-national, couplé ou non avec une résurgence de l'islam (question ouïgoure); le développement potentiel de mouvements fondamentalistes

islamiques ou de mouvements pan-turcs en Asie centrale risquait d'entraîner des répercussions graves sur les minorités musulmanes de Chine mais aussi sur les populations turcophones du Xinjiang et enfin, le Kazakhstan, puissance nucléaire, pourrait avoir des revendications territoriales sur une partie de la région du Xinjiang où vit une importante minorité kazakhe. Pour se prémunir contre ces menaces et projeter son influence en Asie centrale, Pékin a essayé de régler les conflits potentiels avec ses voisins centre-asiatiques - notamment la question des frontières-, tout en établissant puis en consolidant les liens économiques et politiques avec eux. Dans le domaine économique, Pékin a utilisé les échanges bilatéraux pour étendre l'influence de la Chine (*soft power*) en proposant des aires de coopération mutuellement profitables à ces voisins afin de les rassurer et d'éviter le développement de toute idée de "menace chinoise" (il existe en effet une crainte diffuse mais persistante à son égard en Asie centrale)<sup>71</sup>. Si la Chine a rapidement reconnu la prédominance russe en Asie centrale, elle en a exclu le domaine économique. Pékin a en effet des intérêts particuliers dans ce domaine: accès aux marchés centre-asiatiques

et aux matières premières de cette région, et à partir de 1997, intérêts pour les hydrocarbures de cette zone (surtout le pétrole kazakh et le gaz turkmène). L'ouverture économique sur l'Asie centrale a également été conçue comme un moyen de favoriser le décollage de la région autonome du Xinjiang en lui permettant de jouer sur ses atouts: proximité culturelle de ses habitants avec ceux de l'Asie centrale, contiguïté géographique avec l'espace centre-asiatique qui permet l'essor du commerce frontalier et au-delà le développement de liens avec le Moyen-Orient et l'Europe; la taille du marché du Xinjiang, important à l'échelle régionale, puisqu'il équivaut quasiment à celui de l'Ouzbékistan, etc. Dès 1992, la Chine a donc pris la décision de favoriser l'ouverture économique du Xinjiang et de promouvoir le commerce local et frontalier. Elle a multiplié les points de passage avec les États voisins (Kazakhstan et République kirghize) du Xinjiang et accéléré le développement des infrastructures de transports en direction de l'Asie centrale. Les résultats de cette politique sont rapidement apparus. Pékin est devenu un partenaire économique important du Kazakhstan et de la République kirghize. Si le commerce

71 Pour contrer cette théorie du "China Threat" en vogue notamment aux États-Unis, les chercheurs chinois ont formulé le concept de "*heping jueqi*" (*l'émergence pacifique*). Selon ce concept les liens économiques sont envisagés comme un moyen de maintenir la paix (elle-même nécessaire à la modernisation de la Chine) tout en liant ses voisins à la Chine grâce à un enrichissement mutuel (il s'agit de rechercher la co-prospérité)

sino-centre-asiatique est insignifiant au regard du total des échanges de la République populaire (soit moins de 0,5% en 2002), il joue cependant un rôle essentiel pour la région du Xinjiang et pour la République kirghize et le Kazakhstan. Les échanges entre le Xinjiang et le Kazakhstan représentent ainsi 31,21 % des exportations de la région autonome chinoise et 63,02 % de ses importations en 2001 alors que les échanges avec la République kirghize représentent 3,81% de ses importations. Du côté des Républiques centre-asiatiques, les échanges sino-kazakhs représentent 11,64 % du total des échanges du Kazakhstan en 2002 alors que les échanges sino-kirghizes représentent 18,73 % du total des échanges de la République kirghize en 2002. Les résultats obtenus en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan sont cependant moins probants.

Outre la promotion des échanges économiques, la Chine a également investi en Asie centrale. Mais ses investissements directs sont relativement limités comparé à ceux des Occidentaux. Au Tadjikistan, les investissements chinois représentent seulement 1,3% du total des IDE réalisés dans ce pays entre 1993 et 2001. En République kirghize, les investissements chinois entre 1996 et 2001 n'ont pas dépassé 6 millions de dollars sur un total de 286 millions.

Bien que Pékin soit le sixième investisseur étranger en importance au Kazakhstan, ces investissements cumulés entre 1993 et 2002 atteignent à peine 3,2% du total des IDE réalisés dans ce pays contre 40% pour les États-Unis.

Malgré les résultats obtenus, les échanges entre Pékin et ses voisins sont en fait encore loin d'avoir atteint tout leur potentiel. La complémentarité entre l'économie chinoise consommatrice de matières premières et celle des Républiques centre-asiatiques productrices de ces matières devrait permettre à Pékin d'étendre dans l'avenir son influence économique. Un formidable accélérateur des échanges sino-kazakhs pourrait être la mise en œuvre du projet d'oléoduc entre l'ouest du Kazakhstan et le Xinjiang d'une capacité annuelle initiale de 20 Mt. Si ce dernier est construit, -projet qui semble se dessiner<sup>72</sup>- la République populaire risque dans un avenir proche de jouer un rôle considérable dans l'économie de son voisin.

Sur le plan politique, Pékin a rapidement établi puis développé des relations avec ses nouveaux voisins. Ainsi, entre 1992 et 1994, la République populaire multiplie les contacts et les rencontres à haut niveau avec le personnel politique centre-asiatique. En 1994, lors d'une tournée

72 "Sino-Kazakh oil pipeline to begin construction", *People's Daily*, March 11, 2004.

en Asie centrale, Li Peng présente les quatre principes gouvernant les relations sino-centre-asiatiques : 1. la coexistence pacifique et le bon voisinage; 2. la promotion de la coopération mutuellement bénéfique; 3. la non-interférence dans les affaires internes et enfin 4. le respect de l'indépendance et de la souveraineté. Entre cette tournée et l'année 1996, Pékin approfondit ses relations politiques bilatérales avec chacune des Républiques et obtient des garanties quant aux activités potentielles des organisations ouïgoures basées en Asie centrale<sup>73</sup>. Au printemps 1996 une nouvelle étape est franchie. Au moment où Pékin s'engage dans un "partenariat stratégique" avec la Russie, elle favorise également la création du "Groupe de Shanghai". Pékin considère certes Moscou comme un partenaire stratégique et

lui reconnaît un rôle prédominant en Asie centrale mais elle souhaite aussi entretenir des relations suivies avec les Républiques centre-asiatiques et veut éviter que l'influence de Moscou ne devienne exclusive dans cette région. La création d'un forum régional multilatéral regroupant cinq partenaires fondateurs (Chine, Russie, Tadjikistan, République kirghize, Kazakhstan) offre à Pékin et aux Républiques centre-asiatiques une plate-forme pour discuter des questions d'intérêt commun avec la Russie mais ouvre aussi la possibilité de briser le tête-à-tête des Républiques avec Moscou et permet potentiellement de réduire l'influence russe.

Dans le cadre de ce regroupement, les partenaires signent en avril 1996 un traité sur l'établissement de mesures de confiance dans les zones frontalières puis un nouvel accord

73 C'est à partir de ce moment que la Chine obtient le soutien des Républiques centre-asiatiques contre le séparatisme ouïgour. Le premier signe de cette coopération apparaît en décembre 1994. Le procureur de la République kirghize refuse à ce moment l'enregistrement officiel de la "Uighuristan Freedom Organization" au motif qu'il s'agirait d'une organisation cherchant à détacher le Turkestan oriental de la Chine (donc au motif de séparatisme). Ce refus donne lieu à des manifestations de protestations anti-chinoises à Bichkek, manifestations à l'occasion desquelles l'ambassadeur de la République populaire de Chine proteste auprès du gouvernement kirghize. Les signes se multiplient par la suite. Ainsi, lors d'une visite de Hu Jintao en octobre 1995, le président ouzbek, Islam Karimov déclare qu'il s'oppose à toute forme de séparatisme en Chine. Dans le cas du Kazakhstan, le président N. Nazarbaev accepte ce principe, lors de son voyage en septembre 1995. En avril 1996, le ministre kazakh des Affaires étrangères met en garde les Ouïgours de Chine contre toute tentative de sécession alors que plusieurs mouvements nationalistes ouïgours sont interdits par les autorités d'Almaty. En juillet 1996, dans une déclaration commune signée par J. Zemin et N. Nazarbaev à Almaty, la Chine et le Kazakhstan réitérèrent cette mise en garde. La République kirghize interdit temporairement les activités de l'organisation ouïgoure *Ittipak* sur son territoire et à l'occasion de sa rencontre en juillet 1996 avec J. Zemin, le président Akaev se déclare fermement opposé au séparatisme ethnique. Avec le temps, la coopération entre Pékin et ses voisins dans ce domaine n'a fait que se renforcer.

en 1997 sur la réduction des forces militaires dans ces mêmes zones. Au sein du “Groupe de Shanghai”, le domaine des discussions entre les membres s’élargit pour englober des problématiques régionales puis globales. En 1998, lors du sommet d’Almaty, en raison de l’inquiétude liée à la montée en puissance du mouvement des talibans, le “Groupe de Shanghai” place l’extrémisme religieux, le séparatisme ethnique et le terrorisme au cœur de ses discussions. Du fait de la poursuite de l’avancée des talibans et de l’essor des activités du mouvement islamique d’Ouzbékistan à partir de 1999, les déclarations conjointes adoptées par la suite dans le cadre du Groupe de Shanghai rappellent l’engagement des États membres à collaborer à la lutte contre ces menaces. Les actions concrètes tardent cependant à se matérialiser. Ainsi, la déclaration de Bichkek (1999) prévoyait l’établissement d’un centre de lutte anti-terroriste. A l’été 2001, ce projet n’était toujours pas en place. Malgré la rhétorique et l’unité de façade, les positions et les intérêts des membres du “Groupe de Shanghai” ne coïncident pas forcément, y compris sur des questions essentielles comme la sécurité. Ainsi, les États centre-asiatiques du Groupe coopèrent avec la Russie, l’Inde et l’Iran pour soutenir l’Alliance du Nord en Afghanistan alors que la Chine

s’abstient, préférant apaiser le régime des talibans, proche de son allié pakistanais. A l’été 2001, le “Groupe de Shanghai” s’élargit et accueille un nouveau membre, l’Ouzbékistan. Le “Groupe de Shanghai” se transforme alors en *Organisation de Coopération de Shanghai* (OCS)<sup>74</sup>. Les six membres adoptent à cette occasion la “*Shanghai Convention on Fighting Terrorism, Separatism, and Extremism*”. Cette dernière est saluée comme un pas supplémentaire dans la coopération, ce qui signifie qu’avant la signature de cette convention qui lie les États par des obligations *juridiques*, le niveau de coopération entre partenaires était en fait resté modeste. En outre, Tachkent qui vient de rejoindre l’OCS est un membre réticent. Il refuse fondamentalement de voir sa liberté d’action entravée par le tandem sino-russe et n’a adhéré au regroupement que pour réduire l’influence russe en se plaçant dans un cadre multilatéral. Dès que l’occasion de regagner une marge de manœuvre se présentera en septembre 2001, il la saisira et s’alignera sur Washington.

Entre 1996 et 2001, les travaux au sein du Groupe de Shanghai puis de l’OCS se sont étendus pour aborder des questions comme le trafic de la drogue provenant d’Afghanistan, l’économie et les échanges, la culture, la science, les transports et l’environnement. A

74 Voir “Declaration on the establishment of the Shanghai Cooperation Organization”, Shanghai, June 15, 2001 (<http://missions.itu.int/~kazaks/eng/sco/sco02.htm>).

partir de l'année 2000, des accents anti-américains apparaissent dans les travaux du "Groupe de Shanghai", sous l'impulsion principalement de la Chine. La déclaration commune signée à la fin du sommet de Douchanbé condamne ainsi les "interventions humanitaires" du type de celle du Kosovo et aussi le projet américain de déploiement d'un système de défense antimissile (TMD) à Taïwan. L'année suivante, le communiqué conjoint des ministres de la Défense des États-membres, adopté à l'issue de la réunion de Shanghai en juin 2001, souligne le soutien de ces derniers au traité ABM de 1972, considéré comme garant de la stabilité stratégique de la planète. C'est bien entendu le projet américain de bouclier anti-missile qui était visé par cette disposition. Cette rhétorique reflète surtout les inquiétudes sino-russes (surtout chinoises d'ailleurs en ce qui concerne le traité ABM) face à la puissance américaine. On peut cependant penser qu'elle ne correspond pas entièrement à l'opinion des Républiques centre-asiatiques. Une fois encore, leur alignement rapide sur Washington en septembre 2001 - certes avec l'assentiment de Moscou et dans une moindre mesure de Pékin, semble le démontrer. A la veille du 11 septembre, certains observateurs pensaient que l'ensemble de l'Asie centrale, sous l'influence conjuguée

de Moscou et de Pékin était en train de se transformer en aire d'influence conjointe sino-russe d'où les États-Unis allaient être progressivement marginalisés<sup>75</sup>. Les événements du 11 septembre ont bouleversé cette analyse.

Si les autorités politiques chinoises ont bien compris que ces attentats leur offraient l'occasion de remettre sur les rails leurs relations avec Washington et détournaient les États-Unis de leurs préoccupations à l'égard de la montée en puissance de la Chine, la pénétration des États-Unis en Asie centrale ainsi que la possibilité de voir s'établir une présence militaire américaine permanente dans cette région, arrière-cour de la Chine, a cependant porté un rude coup à la stratégie chinoise en Asie centrale<sup>76</sup> et créé de nouvelles menaces pour Pékin. Le risque pour la Chine est à la fois stratégique et idéologique. D'un point de vue stratégique, Washington a établi sa présence militaire en Afghanistan et en Asie centrale. Dans cette région, l'Organisation de coopération de Shanghai a été ébranlée. De nombreux observateurs se sont d'ailleurs interrogés sur son utilité. Plusieurs États-membres - en l'occurrence l'Ouzbékistan mais aussi la République kirghize et le Tadjikistan - ont accepté un déploiement des forces militaires américaines sur leur

75 MISRA, A., "Shanghai 5 and the emerging alliance in Central Asia : the closed society and its enemies", *Central Asian Survey*, vol. 20, n°3, September 2001, p. 309.

76 Voir BLANK, S., "China's Defeats In Central Asia Central", *Caci Analyst*, August 14, 2002.

territoire alors que la Russie a joué un rôle essentiel dans le déploiement militaire de Washington en autorisant le matériel américain à transiter par son territoire. L'Ouzbékistan entretient désormais une collaboration étroite avec Washington qui cherche par ailleurs à accroître sa coopération avec le Kazakhstan. La Russie, avec qui la Chine venait de conclure un traité d'amitié et de coopération (le 16 juillet 2001) destiné à accroître leur collaboration politique, économique et technique, s'est aussi alignée sur Washington allant jusqu'à donner son aval à la dénonciation du Traité ABM (préalable à la poursuite du programme de mise en place du bouclier antimissile NMD promu par l'administration Bush) au grand dam de Pékin<sup>77</sup>. Dans le climat post-11 septembre, Washington a renoué des liens de proximité avec le Pakistan, tout en poursuivant le processus de rapprochement qu'elle avait initié depuis quelques années avec l'Inde et en développant avec New Delhi une coopération militaire d'un niveau sans précédent. Alors que son allié pakistanais s'est retrouvé isolé sur la scène régionale en raison de son

soutien passé aux talibans, l'Inde avec qui Pékin a longtemps entretenu des relations difficiles, a renforcé dans le sillage des événements de 2001 ses relations avec les Républiques centro-asiatiques ainsi que sa visibilité en Asie centrale (coopération avec l'Iran pour atteindre les marchés centro-asiatiques, renforcement des liens avec les États centro-asiatiques dans le domaine économique et dans celui de l'énergie, installation de la base militaire de Ayni au Tadjikistan, coopération militaire avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Afghanistan etc.<sup>78</sup>), complexifiant encore davantage le paysage stratégique de la région.

Le résultat de ces développements est que Pékin se retrouve potentiellement encerclée sur le plan géostratégique par le dispositif américain en Asie. Comme le relevait un journaliste chinois, la pénétration américaine en Asie centrale, signifie pour la Chine que les États-Unis comblent dans le Nord-Est, le dernier vide de leur anneau d'encerclement<sup>79</sup>. L'éventualité d'une présence militaire américaine en Asie centrale réintroduit de l'incertitude dans cette partie de son environnement régional que Pékin

77 Voir sur les relations sino-russes après le 11 septembre : NI, Xiaoquan, "Sino-Russian Relations Since The September 11 Incident", *Slavic Research Center Occasional Papers*, Hokkaido University, n°91, March 2003, pp. 1-15.

78 Voir MACDONALD, J. A., "Rethinking India's and Pakistan's Regional Intent", *NBR Analysis*, vol. 14, n°4, November 2003, pp. 5-26.

79 BA, Ren, "The United States meddles with Afghanistan to kill three birds with one stone", *Ta Kung Pao* in FBIS-CHI-2001-0924, September 24, 2001.

pensait avoir sécurisé en développant des mesures de confiance avec les républiques centrasiatiques et la Russie. Outre cette menace stratégique d'encerclement, sur le plan idéologique, si Washington parvient à amener les régimes en place à se démocratiser -pari qui n'est pas du tout gagné, bien au contraire-, la propagation potentielle des valeurs occidentales et de l'idée démocratique jusqu'aux frontières de la Chine risque également de poser des problèmes importants aux autorités communistes chinoises qui conservent jalousement leur monopole sur le pouvoir. Pour essayer de prévenir ces menaces, tout en cultivant ses nouvelles relations de proximité avec Washington depuis septembre 2001 -relations dont elle a d'ailleurs tiré des profits importants<sup>80</sup>, la Chine a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle souhaitait ne pas voir la présence militaire américaine en Asie centrale se prolonger. Pékin a par

ailleurs essayé d'améliorer ses relations avec l'Inde afin d'éviter un trop grand rapprochement américano-indien<sup>81</sup>, s'est empressée de renouer des liens avec son allié pakistanais et de le rassurer quant à ses nouveaux liens avec l'Inde<sup>82</sup> et enfin a renoué avec la Russie. Plus récemment, après l'intervention américaine en Irak qui a tendu les relations entre certains membres de l'Union européenne et Washington, Pékin a entamé une offensive en direction des Européens avec pour objectif de contrebalancer l'influence américaine. Avec les Républiques centre-asiatiques, Pékin a relancé ses relations bilatérales en multipliant les visites de hauts responsables et en mettant l'accent sur les domaines politiques, économiques et aussi sur la sécurité (visites de haut responsables militaires chinois, relance de la coopération contre le terrorisme et aussi le trafic de drogue notamment avec le Tadjikistan<sup>83</sup>). Elle

80 Par exemple : établissement d'un climat plus détendu dans les relations bilatérales sino-américaines, multiplication des contacts sino-américains (visite de Bush au sommet de l'APEC à Shanghai, visite de Bush à Pékin, voyage de Hu Jintao et de Wen Jiaobao aux États-Unis, nombreuses visites de hauts dirigeants etc.), relance des contacts militaires bilatéraux et visite du ministre de la Défense chinois à Washington; progrès enregistrés dans des domaines de désaccords importants comme la prolifération; attribution à la Chine par Washington de la clause de la nation la plus favorisée à titre permanent en décembre 2001; assurances données à Pékin par Washington concernant le Xinjiang en inscrivant sur la liste des groupes terroristes, le *East Turkistan Islamic Party (ETIM)*, un mouvement ouïgour inconnu jusque-là.

81 LIMAYE, Satu P., "Delhi's Two-Front Diplomacy", *Comparative Connection*, Occasional Analysis: India-East Asia Relations, 4th Quarter 2003. (<http://www.csis.org/pacfor/cc/0304Qoa.html>).

82 Voir "China-Pakistan Joint Declaration", November 4, 2003 (<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjwb/zjzg/yzs/xwlb/t40148.htm>)

83 "China to Boost Cooperation with Tajikistan on Economy, Anti-terrorism", *Xinhua News Agency*, September 3, 2003.

a ainsi organisé pour la première fois de son histoire un exercice militaire commun avec la République kirghize (octobre 2002)<sup>84</sup>. Dans le domaine économique, Pékin a conclu un accord avec la République kirghize pour le financement de l'étude de faisabilité concernant la ligne ferroviaire Chine-République kirghize-Ouzbékistan<sup>85</sup>. L'établissement de cette ligne, discutée depuis la fin de l'année 1996, devrait offrir aux deux Républiques centro-asiatiques une voie de désenclavement pour leurs marchandises et permettre aux trois États d'accroître leur coopération économique. L'année 2003 a par ailleurs vu décoller le commerce sino-ouzbek puisque le volume d'échanges a triplé pour les six premiers mois de cette année (178,72 millions de dollars)<sup>86</sup>. A l'hiver 2002, Pékin et Astana ont également renforcé leurs relations politiques (signature du traité de bon voisinage, d'amitié et

de coopération) et leur coopération dans le domaine militaire (signature du traité de coopération sino-kazakh pour la prévention des activités militaires dangereuses) et de la sécurité (signature du traité de coopération sino-kazakh contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme). Afin d'asseoir son influence sur son voisin kazakh, qui est aussi son plus gros partenaire en Asie centrale, Pékin a cherché à intensifier ses relations économiques avec Astana, notamment dans le secteur énergétique. Hu Jintao a ainsi réactivé à l'occasion de sa visite au Kazakhstan -la première visite officielle qu'il effectuait à l'étranger en temps que Président de la RPC-, le très important projet d'oléoduc sino-kazakh. Depuis, les rencontres sur ce projet entre responsables des deux pays se sont accélérées. Les compagnies pétrolières chinoises ont également relancé leur politique d'acquisition de

84 "China and Kyrgyzstan Launch Anti-terrorism Exercises", *China Daily*, October 11, 2002.

85 "China, Kyrgyzstan, Uzbekistan Plan Joint Railway", *CCTV.com*, December 30, 2003.

86 SHAO, Da, ZHENG, Guihong, "Good Neighbors in Deed: Sino-Uzbekistan Relations", *China.org.cn*, September 2, 2003.

87 La Chinese National Petroleum Company (CNPC) a acquis en août 2003, les 35% des parts du champ pétrolifère de Buzachi Nord situé au nord-ouest du Kazakhstan au nord de la ville d'Aktau dans l'oblast de Mangistau, detenu jusque-là par la compagnie saoudienne Nimir Petroleum. La CNPC a ensuite acheté à la fin du mois de septembre/début du mois d'octobre 2003, la compagnie subsidiaire de ChevronTexaco, Texaco North Buzachi Inc., qui détient les 65% restant de ce champ. La compagnie pétrolière chinoise est donc devenue à l'automne 2003 l'unique détenteur des parts du champ pétrolifère de Buzachi Nord qui selon les estimations pourrait contenir des réserves recouvrables de pétrole de l'ordre de 40 à 70 Mt. Cette nouvelle acquisition a fait du Kazakhstan la seconde destination la plus importante pour les investissements de la CNPC après le Soudan. En décembre, Sinopec a également dépensé 2,3 millions de dollars pour acquérir des intérêts dans trois blocs couvrant environ 630 km<sup>2</sup> au Kazakhstan (le bloc de Morskoe (75 km<sup>2</sup>) est situé à 10 km au sud du champ de Tengiz; les blocs de Karatal et de Dauletaly (420 km<sup>2</sup> et 135 km<sup>2</sup>) sont pour leur part situés à 300 km au nord

champs pétrolifères au Kazakhstan<sup>87</sup>. En outre, Pékin s'est entendue avec Astana pour mettre en place une zone de libre-échange à la frontière sino-kazakhe (région de Khorgos)<sup>88</sup>. Enfin, pour la première fois, le Kazakhstan et la région du Xinjiang ont conclu un accord autorisant trois mille fermiers chinois à mettre en valeur pendant 10 ans, 7 000 hectares de territoire kazakh, dans le district d'Alakol. Il s'agit peut-être du premier signe d'un futur flux migratoire de population chinoise en direction du Kazakhstan<sup>89</sup>. L'installation de populations chinoises numériquement significatives dans ce pays pourrait dans l'avenir y contrebalancer non seulement le poids de la population russe mais également avoir des conséquences importantes sur l'orientation de la politique étrangère kazakhe. Malgré le constat de son inefficacité et après une période de flottement,

la Chine a également remis l'accent sur l'OCS. En mai 2002, les États membres ont décidé d'établir un centre anti-terroriste à Bichkek. Mais il a finalement été attribué à Tachkent en septembre 2003 afin d'amener l'Ouzbékistan à distendre quelque peu ses liens avec Washington<sup>90</sup>. Au sommet de Saint-Pétersbourg en juin 2002, les États membres ont signé la charte de l'OCS qui expose les objectifs et les principes, la structure organisationnelle, les domaines de coopération, etc., de l'organisation qui devient dès lors une organisation internationale régionale. En mai 2003, l'OCS s'est dotée d'un secrétariat (inauguré à Pékin en janvier 2004) et a désigné son premier secrétaire-général, le chinois, Zhang Deguang<sup>91</sup>. En août 2003, un exercice anti-terroriste conjoint baptisé "Coalition 2003" a été pour la première fois mené dans le cadre de l'Organisation

du bloc de Morskoe). D'après "Sinopec's Shengli Oilfield ventures offshore for first time - into Kazakhstan", *Interfax*, December 31, 2003.

88 "China and Kazakhstan to build a free border trade zone", *People's Daily*, February 26, 2004.

89 "Chinese Farmers to Work Abroad", *China Daily*, December 18, 2003.

90 MCDERMOTT, R. N., "Shanghai Cooperation Organization Takes Significant Step Towards Viability", *Eurasia Insight*, September 5, 2003.

91 Zhang Deguang est né en 1941 dans la province du Shandong. Après avoir travaillé au service des traductions du Ministère des Affaires étrangères entre 1965 et 1973, il est attaché à l'ambassade de Chine en URSS entre 1973 et 1977. Entre 1977 et 1987, il travaille puis dirige le bureau de la délégation chinoise aux négociations entre l'URSS et la Chine. Entre 1987 et 1992, il travaille à l'ambassade de Chine à Washington, puis devient ambassadeur au Kazakhstan entre 1992 et 1993. Il prend ensuite la tête du département Europe orientale et Asie Centrale au Ministère des Affaires étrangères entre 1993 et 1995 puis devient vice-ministre des Affaires étrangères (1995-2001) avant d'être nommé ambassadeur en Russie en 2001. Il connaît donc très bien la Russie et parle le russe, la langue de communication toujours en cours en Asie centrale. Le fait d'être russophone devrait faciliter ses fonctions à la tête du secrétariat de l'OCS.

de coopération de Shanghai. Il s'est déroulé en deux phases à l'est du Kazakhstan puis dans la région chinoise d'Ili (nord Xinjiang, bassin de Djourgarie)<sup>92</sup>. Cet exercice était semble-t-il destiné à démontrer que l'OCS dispose de capacités dans le domaine de la sécurité et peut donc devenir une alternative aux relations avec Washington.

Malgré les faiblesses de cette organisation, on doit cependant remarquer qu'elle dispose d'un avantage de poids pour les régimes autoritaires centre-asiatiques : elle pourrait être utilisée sans grande difficulté pour assurer leur sécurité en cas d'essor d'une opposition politique interne. Cet élément pourrait être un des leviers activé aussi bien par Pékin que par Moscou pour détacher les républiques centre-asiatiques de Washington dans l'avenir. En outre, les promoteurs de la nouvelle OCS sont bien conscients que la lutte contre le terrorisme ne constitue pas une base suffisante pour permettre un véritable essor de cette organisation. D'autres domaines de

coopération doivent être explorés pour asseoir le rôle de l'OCS. C'est ainsi que la Chine a entamé des discussions au sein de l'organisation concernant la possibilité de renforcer la lutte contre le trafic de la drogue, trafic qui constitue une menace très grave et souvent sous-estimée pour l'Asie centrale<sup>93</sup>. Autre élément, la nécessité de mettre l'accent sur l'aspect économique de l'OCS pour renforcer sa cohésion a également été soulignée par les observateurs chinois<sup>94</sup>. L'idée de créer une zone de libre-échange entre les États-membres a ainsi été avancée<sup>95</sup>. Wen Jiabao, le Premier Ministre chinois, l'a réitérée lors du sommet de l'OCS en septembre 2003. Malgré les difficultés politique et économique<sup>96</sup> que cette proposition pourrait rencontrer, il est clair que dans le domaine économique, Pékin dispose d'avantages certains qu'elle a déjà commencé à activer pour rétablir son influence en Asie centrale et contrebalancer celle de Washington. Il est intéressant de relever à ce propos que Pékin utilise aujourd'hui davan-

92 YUAN, Jing-dong, "Anti-Terror Exercises Only a First Step", *The Moscow Times*, August 14, 2003.

93 "China to Sign Anti-drugs Cooperation Agreement with Other SCO Members", *Xinhua News Agency*, March 2, 2004.

94 "Shanghai Spirit Takes Shape", *China Daily*, January 16, 2004.

95 "China, Russia and Central Asian states target free-trade area", *Xinhua*, May 30, 2002.

96 Sur le plan politique, certains experts chinois pensent que la Russie "worries that given its strengthening economic power, China would dominate the Shanghai organization if a free trade zone is established" alors que sur le plan économique, "Central Asian countries also fear China's influence and the impact of Chinese products on their market". LI Xin, cité dans JIA, Hepeng, "Free trade zone 'unlikely' in near future", *China Daily, Business Weekly*, June 4, 2002.

tage le *soft power* que les États-Unis dans ses relations avec l'Asie centrale. Dans l'avenir, la Chine pourrait miser encore davantage sur la "pénétration par le commerce" pour établir son influence dans cette région. Son dynamisme, la taille de son économie ainsi que la complémentarité entre son économie et celles des Républiques centre-asiatiques constituent autant de cartes maîtresses. Elle pourrait devenir à terme un véritable pôle d'attraction économique pour ces pays. A titre d'illustration de cette possibilité, on constatera que selon le *Quotidien du Peuple*, 80 % des hommes d'affaires étrangers qui ont participé à la dernière foire d'Urumqi (Xinjiang) qui s'est tenue en septembre 2003 et a permis la conclusion de contrats portant sur un volume total d'affaires estimé à 2,15 milliards de US dollars, provenaient du Kazakhstan (qui est le second partenaire en importance de la Chine dans l'espace CEI après la Russie), du Tadjikistan et des autres Républiques centre-asiatiques ainsi que de la partie asiatique de la Russie<sup>97</sup>.

#### **d. La nouvelle présence américaine**

A la suite de la dissolution de l'URSS, la priorité de l'administration américaine est d'abord allée aux relations avec la Russie. Dans cette perspective, l'Asie centrale ne jouait qu'un rôle secondaire dans la politique étrangère de Washington. Au début de son mandat, l'administration Clinton a ainsi eu pour objectif principal d'assurer la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des Républiques de l'ancienne Union soviétique. Elle a fourni de l'aide<sup>98</sup> dans le domaine humanitaire et aussi pour promouvoir la démocratisation, la mise en place d'une économie de marché et la dénucléarisation des États non-russes de l'ancienne URSS<sup>99</sup>. C'est pour cette dernière raison que le Kazakhstan a fait l'objet d'une attention particulière de Washington à partir de 1993 (mise en place d'une commission commune américano-kazakhe et accord de *Cooperative Threat Reduction (CTR)*, signé par Al Gore et Nazarbaev en

97 "Xinjiang Bridges China, Central Asia", *People's Daily*, October 2, 2003.

98 Entre 1992 et 2000, le Kazakhstan a ainsi reçu en aides diverses des États-Unis 820,9 millions de dollars; la République kirghize, 573,9 millions de dollars; le Tadjikistan, 316,4 millions de dollars; le Turkménistan, 206,4 millions de dollars et l'Ouzbékistan, 300,4 millions de dollars. Chiffres cités dans OLCOTT, M., "Central Asia" dans *Strategic Asia 2002-03 : Asian aftershocks*, edited by Richard J. Ellings and Aaron L. Friedberg with Michael Wills; with contributions from Thomas J. Christensen ... [et al.], Seattle, Washington, National Bureau of Asian Research, 2002, p. 248.

99 Voir NICHOL, J., "Central Asia's New States: Political Developments and Implications for U.S. Interests", CRS Issue Brief for Congress, May 18, 2001. (<http://www.NCSEonline.org/NLE/CRSreports/international/inter-76.cfm?&CFID=12868623&CFTOKEN=10756113>)

décembre 1993<sup>100</sup>). Selon Strobe Talbott, c'est dans le but de réduire l'instabilité régionale et pour promouvoir la sécurité mutuelle que les Républiques d'Asie centrale, à l'exception du Tadjikistan, participent également dès la mi-1994, au programme de Partenariat pour la paix de l'Otan<sup>101</sup>. On notera que cette participation des Républiques est postérieure à l'adoption par Moscou d'un nouveau cours dans sa politique. En effet, au début 1993, l'étranger proche devient officiellement la priorité de la politique russe. Alors que les relations russo-américaines se refroidissent quelque peu, l'intérêt croissant des compagnies pétrolières américaines pour le désenclavement des hydrocarbures de la mer Caspienne à travers l'Iran entre en conflit avec la politique d'isolement que Washington mène à l'égard de la République islamique. Aux cours des années 1995-1996, l'administration américaine décide alors de mettre l'accent sur la construction de voies de désenclavement multiples pour l'exportation du pétrole de la région de la Caspienne. Il s'agit de réduire le rôle potentiel de l'Iran et de briser le monopole russe sur les voies de transit des hydrocarbures caspiens à destination du marché mondial. Dans le cadre de cette politique, Washington encourage

la mise en place d'un projet d'oléoduc entre Bakou et Ceyhan en Turquie, complété par un autre projet d'oléoduc transcaspien pour acheminer les productions kazakhes. L'objectif est de renforcer l'indépendance des pays de la zone, de permettre à leur économie de tirer les profits nécessaires à leur développement en l'absence de politique d'assistance à grande échelle de Washington et d'établir un axe principal de désenclavement est-ouest pour les productions d'hydrocarbures de la mer Caspienne par opposition à un axe nord-sud favorisant l'Iran et la Russie. Cependant, la stratégie globale de Washington n'a pas produit les résultats espérés. Leurs objectifs d'établissement d'économie de marché et surtout de démocratisation des régimes politiques centre-asiatiques n'ont pas réellement été atteints. Les grands projets d'oléoducs évitant à la fois les territoires russe et iranien ne se sont pas non plus concrétisés. Jusqu'à l'automne 2001, si les États-Unis ont certes établi des relations importantes avec les États centre-asiatiques dans le domaine économique (Washington est le premier investisseur au Kazakhstan), dans le secteur militaire, leur engagement reste cependant minimal. La Russie et la Chine qui ont approfondi leur partenariat stratégi-

100 Voir détails dans "Cooperative Threat Reduction. Kazakhstan Programs" ([http://www.dtra.mil/ctr/ctr\\_kazakhstan.html](http://www.dtra.mil/ctr/ctr_kazakhstan.html))

101 WISHNICK, E., "Growing U.S. security interests in Central Asia", Carlisle Barracks, PA, Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2002, p. 3.

que à l'été 2000, ont par ailleurs rassemblé autour d'elles les Républiques centre-asiatiques et donné à leur groupement régional, l'OCS, des accents anti-américains<sup>102</sup>. En l'absence de volonté de Washington de s'engager plus avant dans le domaine de la sécurité, même l'Ouzbékistan s'est rapproché de la Russie à partir de l'année 2000 et a adhéré à l'OCS à l'été 2001. A la veille du 11 septembre, la position américaine en Asie centrale semblait donc en voie de marginalisation face à l'influence croissante du partenariat russo-chinois. Les attentats du 11 septembre, la décision des États-Unis d'intervenir en Afghanistan et le choix de l'espace centre-asiatique comme lieu du déploiement du premier front de la lutte anti-terroriste ont complètement modifié cette situation. Les États-Unis ont obtenu non seulement le soutien de l'Ouzbékistan puis des autres républiques d'Asie centrale mais aussi, de façon plus inattendue, de la Russie et de la Chine. Washington dispose aujourd'hui de bases militaires en Ouzbékistan et en République kirghize. Bien que le nombre de militaires déployés en Asie centrale ne

soit pas très impressionnant, il s'agit cependant d'un puissant symbole de la pénétration américaine dans la région. Ce phénomène a bousculé l'équilibre régional des forces au profit des États-Unis, soudain devenu garant de la sécurité régionale, même si Washington a pris soin de ménager l'amour-propre de Moscou. De nouvelles perspectives de coopération se sont ouvertes pour les régimes en place en Asie centrale au lendemain du 11 septembre. Avec l'Ouzbékistan en particulier, les États-Unis ont signé une série d'accords -notamment une déclaration de partenariat stratégique et de coopération, le 12 mars 2002- établissant une base solide pour la coopération bilatérale. Avec le Kazakhstan, Washington a renouvelé ses liens dans le courant de l'année 2002<sup>103</sup> alors que la déclaration commune américano-kirghize publiée à l'occasion de la visite du Président Akaev à Washington en septembre 2002 parlait d'étendre à *long terme* le "partenariat stratégique" et la coopération entre les deux États<sup>104</sup>. Les Républiques centre-asiatiques ont par ailleurs obtenu des dividendes de leur alignement sur Washington sous

102 BLANK, S., "The New Russo-Chinese "Partnership" and Central Asia", *CACI Analyst*, August 16, 2000.

103 "Joint Statement by President George W. Bush and President Nursultan Nazarbayev on the new Kazakhstan-American relationship", December 21, 2001 ([www.whitehouse.gov/news/releases/2001/12/20011221-10.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/12/20011221-10.html))

104 Voir détails in "Joint Statement by President George W. Bush and President Askar Akayev on the relationship between the United States of America and the Kyrgyz Republic", September 23, 2002 ([www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/20020923-4.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/20020923-4.html))

formes d'aides économiques et financières<sup>105</sup>. Même si un certain malaise pointait régulièrement en Russie et en Chine, jusqu'à l'intervention en Irak, la présence américaine en Asie centrale dans le cadre de leurs opérations en Afghanistan était bien accueillie par les gouvernements de la région<sup>106</sup>. Cependant, l'unilatéralisme des États-Unis ont fait preuve en Irak a renforcé les inquiétudes de la Chine et la Russie quant aux intentions américaines. Ces deux États ont réagi par un nouvel activisme sur la scène diplomatique centre-asiatique. L'intervention américaine en Irak a aussi

divisé les Républiques centre-asiatiques (l'Ouzbékistan a soutenu la politique américaine alors que le Kazakhstan, le Tadjikistan et la République kirghize se sont montrés beaucoup plus circonspects)<sup>107</sup>. Ces dernières se sont inquiétées des risques de déstabilisation régionale mais surtout du fait que l'attention de Washington risquait de se détourner de l'Afghanistan où la situation politique était loin d'être stabilisée. Confrontées à l'activisme de la diplomatie russe mais aussi chinoise, les Républiques (surtout le Kazakhstan particulièrement courtisé<sup>108</sup> mais également l'Ouzbékistan<sup>109</sup>, la République

105 Au cours des années fiscales 2002-2003, l'Ouzbékistan a ainsi reçu 297,84 millions de dollars d'assistance américaine en 2002 et 86,1 millions en 2003; le Kazakhstan, 95,93 millions de dollars en 2002 et 92 millions de dollars en 2003; la République kirghize, 114,98 millions de dollars en 2002 et 56,6 millions de dollars en 2003; le Tadjikistan, 162,55 millions de dollars en 2002 et 49 millions de dollars en 2003; et enfin le Turkménistan 21,03 millions de dollars en 2002 et 11,1 millions de dollars en 2003. D'après U.S. Government Assistance to and Cooperative Activities with Eurasia, FY 2002, Released by the Bureau of European and Eurasian Affairs, January 2003 (<http://www.state.gov/p/eur/rls/rpt/23601.htm>) et Bureau of European and Eurasian Affairs, Fact Sheets and Remarks 2004, February 17, 2004 (<http://www.state.gov/p/eur/ace/c11609.htm>). On remarque que l'assistance américaine s'est tassée en 2003 sauf à l'égard du Kazakhstan, symbolisant sans doute le changement de priorités américaines avec le conflit en Irak.

106 Contrairement à leurs gouvernements, avant même l'intervention américaine en Irak, les opinions publiques centre-asiatiques, à l'exception de celle de l'Ouzbékistan très influencée par les médias officiels, semblaient plutôt hostiles à la présence militaire de Washington en Asie centrale. Voir WISHNICK, E., "Growing U.S. security interests in Central Asia", op. cit., pp. 31-33.

107 "Opposition to War in Iraq building in Central Asia", *Eurasia Insight*, February 13, 2003 et Cohen, A. "Eurasian States Grapple With Difficult Choices Over Looming Iraq Offensive", *Eurasia Insight*, February 18, 2003. Le Kazakhstan est cependant la seule République centre-asiatique à avoir envoyé un contingent symbolique en Irak.

108 "Foreign Minister confirms Kazakhstan's Multi-Vectored Policy", *Eurasia Insight*, October 3, 2003 et ALIBEKOV, I., "Kazakhstan Tilts Towards Russia", *Eurasia Insight*, February 18, 2004.

109 CARLSON, C., "Uzbekistan: Karimov says improved relations with Russia not at expense of US ties", *Eurasia Insight*, September 6, 2003.

kirghize et le Tadjikistan) ont essayé de tirer le meilleur profit de cette situation en gardant leur liberté d'action et en entretenant des relations suivies à la fois avec leurs voisins russe et chinois et avec Washington. Cette situation délicate à gérer car il faut trouver un équilibre entre les intérêts des trois puissances pour n'en aliéner aucune, leur permet néanmoins d'engranger un certain nombre de bénéfices. Ainsi, alors que dans le domaine énergétique, Astana et Pékin ont relancé le projet d'oléoduc sino-kazakh, le Kazakhstan a parallèlement annoncé son intention de participer au projet BTC favorisé par Washington<sup>110</sup>. Dans le domaine militaire, les autorités kazakhes ont conclu avec les États-Unis en septembre 2003 un accord quinquennal de coopération portant sur la livraison de matériels militaires (hélicoptères, d'avions de transport militaire, bateaux, équipements militaires divers pour les forces armées kazakhes) et sur la formation en matière d'anti-terrorisme. Les États-Unis ont également annoncé leur intention d'aider le Kazakhstan à protéger ses intérêts en mer Caspienne en participant à la formation des militaires kazakhs et en fournissant à

Astana des équipements et du matériel de surveillance radar<sup>111</sup>. Du côté ouzbek, D. Rumsfeld a récemment repoussé les critiques internationales dont Tachkent était l'objet en matière de violation des droits l'Homme et réaffirmé l'importance de ce pays pour Washington dans la lutte contre le terrorisme<sup>112</sup>. La compétition diplomatique qui se dessine entre la Chine, la Russie et les États-Unis en Asie centrale résulte de l'unilatéralisme dont Washington a fait preuve en Irak et aussi du fait que les intentions américaines à long terme dans la région demeurent floues. Selon une déclaration très récente de D. Rumsfeld à Tachkent, les États-Unis n'auraient aujourd'hui aucun plan pour installer des bases permanentes en Asie centrale<sup>113</sup>. Le département d'État ainsi que le Ministère de la défense étudient actuellement le déploiement militaire américain dans le monde. Aucune décision finale n'a encore été prise mais D. Rumsfeld a cependant déclaré que les États-Unis avaient besoin de conserver une "présence flexible" dans la région<sup>114</sup>. Si Washington décide d'implanter des bases militaires à long terme en Asie centrale, elle ne pourra

110 Voir KIMMAGE, D., "Big Plans For Kazakhstan's Oil", RFE/RL, February 25, 2004 et BLAGOV, S., "Oil-rich US ally Kazakhstan looks to China", *Asia Times*, February 27, 2004.

111 "Rumsfeld says Washington is helping Kazakhs protect Caspian oil", *AP*, February 25, 2004.

112 ISLAMOV, E., "Rumsfeld defends status quo on Central Asian Tour", *Eurasia Insight*, February 26, 2004.

113 "No permanent US military bases in Central Asia: Rumsfeld", *People's Daily*, February 26, 2004.

114 ISLAMOV, E., "Rumsfeld Defends Status Quo on Central Asian Tour", op. cit..

faire l'économie d'une entente minimale avec la Chine et la Russie. La simple présence de bases militaires isolées ne garantit absolument pas le maintien de sa puissance en Asie centrale. Il lui faudra donc démontrer à ses deux partenaires de la coalition anti-terroriste que cette implantation ne constitue pas une menace pour leur sécurité et qu'au contraire, elle renforce la stabilité régionale. De même, Washington devra prouver aux populations locales que la présence militaire américaine leur est réellement profitable, ce qui risque d'être une tâche très ardue étant donné la nécessité dans laquelle elle se trouvera de s'appuyer sur les régimes autoritaires et corrompus de la région. En décidant unilatéralement de s'implanter militairement en Asie centrale, les États-Unis risquent de mettre à mal leur partenariat déjà écorné par l'affaire irakienne avec la Russie et la Chine, de s'aliéner les populations locales et finalement d'alimenter le radicalisme islamique en lui fournissant un nouveau sujet de propagande<sup>115</sup>. Si Washington souhaite réellement contribuer à la stabilité de l'Asie centrale,

ce qui serait une initiative bien venue dans la région, il lui faudra s'attaquer aux problèmes fondamentaux de cette zone que sont les difficultés économiques et sociales des populations locales, la pauvreté endémique, la corruption, l'autoritarisme des régimes politiques en place, le trafic de la drogue, la question de l'eau, l'absence de coopération intra-centre-asiatique, etc. Il n'est pas sûr que dans tous ces domaines, Washington puisse compter sur le soutien de ses partenaires russes et chinois avec qui pourtant elle devra trouver des terrains d'entente. Les élites au pouvoir en Asie centrale pourraient également se montrer très réticentes face à un tel agenda américain, surtout en matière de réformes politiques et de démocratisation. Pour mieux résister aux pressions de Washington, elles pourraient se tourner rapidement vers Moscou ou Pékin. En l'état actuel de la situation, on doit cependant constater qu'aucune puissance, y compris les États-Unis, ne peut complètement exclure les autres de l'Asie centrale, et encore moins y établir une zone d'influence exclusive.

115 Voir sur ce point l'analyse de DAVIS, J.K., SWEENEY, M. J., *Central Asia in U.S. Strategy and Operational Planning : Where do we go from here ?*, IFPA, Washington DC, February 2004, pp. 29 et ss. et ICG, "Is Radical Islam Inevitable in Central Asia ? Priorities for Engagement", Asia Report, n°72, December 22, 2003.

.....

*Thierry Kellner est diplômé de l'Université Libre de Bruxelles et de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. Co-auteur de Géopolitique de la nouvelle Asie centrale (3e édition, PUF, 2003), il termine actuellement une thèse consacrée aux relations entre la République populaire de Chine et les Républiques d'Asie centrale.*

**Map 3.** Oil and gas pipelines between the Black Sea and the Mediterranean Sea

